

SPÉCIAL INTERNATIONAL

Congo, Niger, Pérou, Philippines, Québec, Sénégal...

CULTURE

Invisible diversité

FÉVRIER 2008

:: Gozette

www.gazettedesfemmes.com

Tout sur la condition des femmes d'ici et d'ailleurs

DES FEMMES

RAYMONDE
PROVENCHER

LE COMBAT
POUR LA VÉRITÉ

PP - Nr de convention: 43009512 - Part de retour garanti
4300, rue Grand, Saint-Laurent (Québec) H4R 2A3
Février 2008 Vol. 29, n° 8 CONGRÈS DU STATUT DE LA FEMME



04
3,50 \$



14 Le combat pour la vérité

Portrait de Raymonde Provencher, cinéaste d'une grande humanité qui dénonce depuis longtemps les atrocités dont sont victimes les femmes de différents pays.

20 La vie est une ordure

L'horreur a plusieurs visages. Celui de ces femmes réduites à fouiller les dépotoirs pour survivre en est un. Reportage photo troublant sur les scavengers.



24 Une école dans le désert

Une psy tombe amoureuse des dunes du Sahara et, peu de temps après, fonde une école pour les enfants touaregs.

32 Pourquoi l'Afrique ?

Une étudiante et un retraité témoignent.



34 La Pygmée qui voulait se faire Bantoue

Une journaliste s'est enfoncée dans la jungle pour entrer en contact avec les Pygmées et nous rapporter une histoire vraie, pas une fable.



38 Invisible diversité

Alors que le Québec se dit interculturel et fier de l'être, notre télé est blanche, blanche, blanche. Une analyse javellisée.

44 À nous le box des jurés !

Dans les années 1970, les femmes ne pouvaient pas faire partie d'un jury. Des militantes ont renversé la vapeur.

DÉNONCER

AIDER

TÉMOIGNER

Rubriques

3 ÉDITORIAL

4 BOÎTE AUX LETTRES

5 MOT DE LA PRÉSIDENTE

6 NOUVELLES

41 BOUQUINS

46 ARTS

Louise Bilodeau



Je voulais voir l'Afrique

● À 20 ans, comme bien des jeunes, je voulais élargir mes ● frontières. L'Afrique me semblait un bon point de départ. Finalement, j'ai plutôt gagné Paris où j'ai poursuivi mes études. Près de 20 ans ont passé, mon rêve est revenu. Après l'interminable processus de sélection d'un organisme de solidarité internationale, je me suis envolée pour le Mali. Que dire ? À 20 ans, on a beaucoup d'attentes et de choses à découvrir. À 40, on a beaucoup d'attentes mais on a déjà découvert beaucoup de choses.

Développer ma créativité dans un univers reconnu pour sa chaleur humaine. Voilà ce que je voulais en débarquant à Bamako. Évidemment, si je pouvais être utile, tant mieux. Je devais faire un stage chez des artisans. Je me suis retrouvée à présenter une revue de presse à la radio. Comme, depuis 10 ans, mon travail m'amenait à analyser les journaux quotidiennement, je trouvais la situation ironique. Je m'y suis cependant adaptée.

Ce qui m'a troublée, c'est ce que j'ai découvert derrière les fameuses salutations africaines et les grands sourires. Le lendemain de mon arrivée, j'attendais le début d'une fête organisée par une association pour la jeunesse quand mon attention fut attirée par des cris. En m'approchant, j'ai vu un adolescent qui frappait le sol avec une tige de buisson. Devant lui, de très jeunes enfants avançaient puis reculaient dans un mouvement de vague. Au départ, j'ai cru à un jeu. Mais tout à coup le garçon a fouetté les petits. Aucune réaction autour. J'ai couru prévenir la responsable de l'événement. « Ces enfants nous dérangent », m'a-t-elle répondu.

Quelques jours plus tard, j'assistais des enseignantes de maternelle dans leurs tâches pour la rentrée scolaire. J'invitai deux fillettes à venir me rejoindre pour fabriquer une guirlande. Une enseignante s'est vite approchée. « Les enfants vont briser le papier. Faut pas les laisser toucher. » Et elle a chassé les petites.

J'ai habité dans trois familles. Je n'ai jamais vu un adulte jouer avec un enfant ni lui raconter une histoire. Par contre, j'ai vu régulièrement des enfants « corrigés » par des plus vieux qui exerçaient leur pouvoir sous l'œil imperturbable des parents.

« L'information et l'humanitaire sont le remède contre les douleurs extrêmes. »

Bernard Kouchner

« Ça prend tout un village pour élever un enfant. » Ce proverbe africain que l'on cite abondamment de ce côté-ci de l'Atlantique était pour moi synonyme de protection et d'accompagnement des petits dans leur épanouissement. J'ai constaté qu'en Afrique, les rapports entre adultes et enfants sont empreints d'autorité.

J'ai longtemps hésité à aborder ce sujet. Ce n'est pas *politically correct* de critiquer l'Afrique, réputée si conviviale.

Je peux témoigner que je n'ai jamais vu un enfant isolé durant mon long séjour en terre africaine. Les jeunes s'ébattaient dans la cour au milieu de leurs père, mère, grands-parents, parfois même leurs oncles et tantes. Il y a aussi les voisins qui passent, s'arrêtent

et causent. C'est un environnement stable qui génère de la sécurité. Mais c'est un environnement inamovible qui écrase celui ou celle qui voudrait vivre autre chose et où l'amour est... conditionnel. Comme ici, bien souvent.

Je suis revenue d'Afrique avec l'impression d'avoir fait un grand détour pour revenir à moi et à l'idéal de mes 20 ans : bâtir un monde meilleur où les femmes et les enfants peuvent vivre pleinement. Je savais que ma passion était partagée par nombre de Québécoises et de Québécois.

Ce que j'ai découvert en préparant ce numéro, ce sont les mille et une formes que prend cette passion. La *Gazette des femmes* vous a toujours présenté des reportages fouillés sur la situation des femmes dans le monde. Cette fois-ci, nous avons choisi de mettre en valeur les motivations qui animent les gens qui agissent au-delà de nos frontières, ce qui les pousse à partir.

Ainsi, vous lirez avec émotion – et sans doute avec admiration – le portrait de Raymonde Provencher qui, caméra en main, dénonce les injustices les plus criantes de notre planète depuis longtemps. Vous découvrirez aussi des actions petites et grandes remplies d'humanité, posées par des gens qui ont du cœur au ventre. Car comme le déclarait Bernard Kouchner, fondateur de Médecins sans frontières : « L'information et l'humanitaire sont le remède contre les douleurs extrêmes. » ::

Hélène Sarasin
Rédactrice en chef

Écrivez-nous !

gazette@csf.gouv.qc.ca

Pour vous publier, nous avons besoin de vos nom, adresse et numéro de téléphone. Vos coordonnées demeureront confidentielles. Les lettres peuvent être abrégées.

Gazette des femmes, 800, place D'Youville, 3^e étage, Québec (Québec) G1R 6E2



Spécial jeunes : Des bravos...

Je viens de parcourir rapidement votre numéro *Gazette des jeunes* (nov.-déc. 2007). Étant moi-même « jeune » (20 ans), je tiens à vous dire que la qualité de cette publication m'impressionne. En survolant plusieurs articles, j'ai pu constater le bel équilibre entre le sérieux du propos et le dynamisme de l'écriture. Les sujets sont également très bien choisis; leurs angles précis et originaux sont peu couverts dans les médias traditionnels.

Marjorie Hardy

Secrétariat à la jeunesse, Québec

C'est toujours avec un grand intérêt que je devore votre magazine de la première à la dernière page. Le dernier fut très à propos puisque j'ai moi-même à partager et à percer la réalité pas toujours facile de deux adolescents. Je l'ai suggéré à plusieurs parents et aussi à des jeunes qui furent captivés par l'ensemble de vos dossiers. Nous avons eu de très intéressantes discussions grâce à votre excellent travail. Jacques Languirand se joint à moi pour vous remercier.

Marc Fortin

Radio-Canada, Montréal

Je tiens à vous féliciter pour votre article « L'empire des ados contre-attaque » (nov.-déc. 2007) : il est délicieux du début à la fin. Je vous remercie aussi. On se bat beaucoup pour présenter les ados comme ils sont pour la plupart : critiques, brillants, sensibles. Votre article rend un superbe hommage à ceux et celles qui se battent et s'impliquent ainsi qu'aux intervenants qui croient en la jeunesse.

Geneviève Morand

Maison des jeunes Bordeaux-Cartierville, Montréal

... et un bémol

Je ne suis pas contre la génération qui nous suit, ni contre ses idées sur les études, l'environnement, la mode, l'engagement, la télé réalité, mais je suis contre une édition spéciale sur des sujets qui ne nous concernent pas. Cette édition est-elle comprise dans nos paiements ? Si oui, cessez cette stratégie ou faites des éditions pour les jeunes qu'ils paieront eux-mêmes et pas leurs parents.

Clémence St-Amant

Trois-Rivières

NDLR : L'édition spéciale *Gazette des filles* de l'an dernier avait été reçue avec beaucoup d'enthousiasme par notre lectorat. C'est pourquoi nous avons décidé de répéter l'expérience. Nous étions cependant sensibles au fait qu'il était important de répondre aux intérêts de nos lectrices et lecteurs. C'est pourquoi nous avons pris un soin particulier cette année pour construire une *Gazette des jeunes* qui stimule la réflexion des jeunes mais également celle des adultes. Car quoi de plus important, en tant qu'adultes, que de nous questionner sur notre legs à la génération qui suit en termes de pensée et de comportement ?

Depuis 1979, cette publication est élaborée à l'initiative et sous la supervision du Conseil du statut de la femme. LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC en sont l'éditeur.

- **Rédactrice en chef**
Hélène Sarrazin
- **Rédactrice en chef adjointe**
Paule Belleau
- **Rédactrices-révisseuses**
Sophie Marcotte, Judith Langevin et Françoise Guénette
- **Correctrices d'épreuves**
Catherine Brochu, tél. : 418 694-2363, téléc. : 418 688-4069
- **Réalisation graphique**
Jean-Laurence Jalbert

- **Photographie de la couverture**
Pedro Ruiz
- **Impression et polliculage**
Offset Beauce
- **Marketing et publicité**
Gaétane Laferrière, tél. : 418 643-4326 ou 1 800 463-2851
- **Ventes publicitaires**
Catherine Brochu, tél. : 418 694-2363, téléc. : 418 688-4069
- **Courriel**
gazette@csf.gouv.qc.ca

- **Site Internet**
www.gazettedesfemmes.com
- **Abonnements, changements d'adresse et retours postaux**
Gazette des femmes
Service aux abonnements
4380, rue Garand, Saint-Laurent (Québec) H4R 2A3
Téléphone : 1 800 645-5372
Télécopieur : 514 333-9795
- **Courriel**
gazettefemmes@postexperts.com
- **Distribution**
Messageries de Presse Benjamin
101, Henry Boonemer
Bois-des-Fillets (Québec) J6Z 4S9
Téléphone : 450 621-8167

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2008
ISSN : 0704-4550

© Gouvernement du Québec

Les articles publiés dans la *Gazette des femmes* sont indexés dans Repère et dans l'Index de la santé et des services sociaux.

La *Gazette des femmes* se dégage de toute responsabilité par rapport au contenu des publicités publiées dans ses pages.

Prix régulier : 25,64 \$: 3 ans : 10 \$: 1 an
Poste-publications — N° de convention : 40069512

Conseil du statut
de la femme

Québec

Christiane Pelchat
avec Aly (à gauche)
et Mamadou
(à droite).

Le devoir de s'indigner

En Guinée-Bissau, un réseau de trafic d'enfants vient d'être démantelé. Cinquante-deux petits s'approprièrent à joindre les rangs des écoles coraniques sénégalaises, où la mendicité est érigée en commerce au même titre que la prostitution. Après le trafic des femmes, le trafic des enfants. Les autorités sénégalaises – mais aussi le Canada – doivent sévir !

J'arrive du Sénégal où j'étais en vacances avec mon conjoint. Nous avons travaillé dans ce pays quelques années et voulions revoir nos amis.

Le Sénégal est maintenant un des pays les plus stables politiquement en Afrique de l'Ouest. Il a connu une croissance économique moyenne de 5 % au cours des dernières années. Malgré cela, la proportion d'enfants mendiants dans les rues de Dakar et de Saint-Louis ne cesse d'augmenter. « Donne-moi 100 francs, donne-moi 100 francs », quémangent ces petits garçons, certains âgés d'à peine 3 ans.

Confiés à des marabouts qui promettent aux parents de veiller à leur éducation religieuse, ces enfants – qu'on appelle des talibés – sont exploités de façon odieuse. Ils traînent dans la rue de l'aube jusqu'à tard dans la nuit, car ils doivent rapporter un « versement »

quotidien au marabout dont ils dépendent, sous peine d'être battus. « Quand on ne rapporte pas le versement, le marabout nous attache les mains et les pieds pour mieux nous frapper », révèle Mamadou. Aly, le dos marqué de nombreuses cicatrices, témoigne des mêmes sévices. Ces supposés enseignants du Coran détournent depuis des années une ancienne tradition en « fonds de commerce », comme le disent de plus en plus de Sénégalais.

Quand nous habitons à Saint-Louis, une dizaine de ces enfants de la rue venaient manger chez nous matin et soir. Je leur donnais aussi une demi-tasse de riz cru en guise de versement pour le marabout. Au cours des années, avec l'aide d'amis sénégalais, j'ai pu contacter les familles de quatre de ces enfants afin qu'elles reprennent leurs petits. Nous nous sommes engagés à aider ces familles, notamment pour les frais liés à l'école.

De nombreuses ONG, dont l'Unicef, ont fait pression sur le gouvernement sénégalais pour que cesse cette exploitation. Le gouvernement a alors élaboré un projet appelé Cases des tout-petits pour inciter les familles pauvres à garder leurs enfants près d'elles. Selon certains, cette sensibilisation donne

déjà des résultats. Toutefois, au cours de notre récent séjour, j'ai été frappée par la présence de petits mendiants venant de la Gambie et de la Guinée-Bissau. Ces enfants, qui ne s'expriment pas dans les langues nationales du Sénégal, sont encore plus démunis que les petits Sénégalais. Il est reconnu que les marabouts tiennent les enfants loin de chez eux pour éviter qu'ils ne retrouvent la trace de leur famille.

La nouvelle traite des enfants aux fins de mendicité doit cesser ! Il est inadmissible de fermer les yeux sur l'esclavage de ces enfants. Par le biais du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le Canada est un bailleur de fonds important du Sénégal. À ce titre, il a le pouvoir de lui demander d'interdire que la mendicité des talibés soit érigée en véritable système et de poursuivre les contrevenants. Disons les choses franchement, en tant que signataire de la Déclaration du droit des enfants, c'est le devoir du Canada de s'indigner et d'exiger du Sénégal le respect des êtres les plus fragiles de notre monde : les enfants. ::

Christiane Pelchat
Présidente
Conseil du statut de la femme

PLAIDOYER POUR LE PUBLIC

Alors que la Commission Castonguay jongle avec la place que devrait prendre le privé dans le réseau de santé québécois, une coalition s'organise pour faire entendre son plaidoyer en faveur du maintien du système de santé public. Lorraine Guay, une féministe qui milite pour les droits sociaux, et plus de 280 signataires (en date du 12 décembre 2007) nous invitent à ajouter notre nom à leur pétition au titre évocateur : *Appel pour un système de santé public – La privatisation : une illusoire incantation*.

Dans le texte de la pétition, disponible au <http://santesansprofit.vobov.com>, on soutient qu'« avant d'être économique, la privatisation a une dimension politique et culturelle ». Bien qu'elle soit présentée comme une solution désintéressée et efficace, elle remet en question les valeurs d'égalité, de justice et de solidarité sur lesquelles reposent les politiques et les programmes sociaux universels.

Notre
signet

www.expattwomen.com

Expattwomen.com est une ressource à l'intention des femmes expatriées, celles qui étudient, travaillent, voyagent, coopèrent ou accompagnent un proche dans un pays qui n'est pas le leur. Tout de rose vêtue et majoritairement rédigé en anglais, ce site offre également une fenêtre intéressante sur l'expérience en pays étranger pour celles qui projettent de grands départs ou en rêvent secrètement. Créé par Andrea Martins et Jill Lengre, deux amies d'origine australienne, Expattwomen contient des témoignages, des ressources utiles dans différentes localités, des conseils pratiques et un forum. Il fournit aussi des occasions de réseautage et permet de contacter un mentor à qui on peut soumettre ses interrogations. On part quand ? P.B. ::

UNE CHARTE AMÉLIORÉE

Le 27 septembre 2007, le Conseil du statut de la femme déposait son avis *Droit à l'égalité entre les femmes et les hommes et liberté religieuse*. Il demandait entre autres l'amendement de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec pour orienter les tribunaux afin qu'ils privilégient le droit à l'égalité entre les sexes lorsqu'il entre en conflit avec la liberté de religion.

Deux semaines plus tard, le gouvernement du Québec annonçait son intention de réagir avant Noël aux recommandations du Conseil. Chose promise, chose due. Le 12 décembre dernier, il a déposé un projet de loi à l'Assemblée nationale. Toute une série de commentaires ont été entendus, certains affirmant que cette disposition aurait peu d'effet sur les jugements des tribunaux en raison de sa portée purement symbolique, d'autres stipulant qu'au contraire, cette mesure modifiait de manière précipitée l'un des joyaux de notre démocratie.

Quoi qu'il en soit, il faut reconnaître que rarement une recommandation du Conseil du statut de la femme a-t-elle donné si rapidement lieu à un changement d'une telle envergure. Les consultations sur invitation au sujet du projet de loi 63 sont prévues pour le début de 2008. Au cabinet de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Christine St-Pierre, on espère voir cette loi adoptée au printemps 2008. Un dossier à suivre en continu... P.B.

S'appuyant sur plusieurs études qui démontrent que les systèmes publics sont moins coûteux que les systèmes privés, l'argumentaire donne à réfléchir. Par exemple, une recherche portant sur 5 000 hôpitaux américains et 10,6 millions de patients sur une période de 10 ans démontre que ces établissements offrent des services de moindre qualité et que leurs taux de mortalité sont significativement plus élevés que ceux des hôpitaux publics ou sans but lucratif. Les mesures employées pour augmenter leurs profits vont à l'encontre des soins aux patients : embauche de personnel et soins prodigués restreints, séjours hospitaliers écourtés, etc.

Les solutions au financement du réseau envisagées par la coalition sont basées sur la fiscalité, un outil de solidarité collective qui doit être amélioré pour

reposer sur une contribution équitable des citoyens et des corporations. Le recours aux surplus accumulés au fédéral fait aussi partie des nombreuses avenues à explorer pour bonifier les pratiques et augmenter l'efficacité des soins offerts aux Québécois.

Par ailleurs, les directeurs de la santé publique du Québec (DSP) ont remis à la Commission Castonguay un rapport dans lequel ils prennent clairement position contre une plus grande introduction du « privé » dans le système de santé. De plus, le 20 décembre dernier, un front commun de syndicats lançait une campagne publicitaire pour un système public de santé accessible et de qualité. Le dépôt du rapport Castonguay est attendu en février.

P.B. ::



Le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) a franchi un pas de plus en se dotant d'une Politique d'égalité entre les femmes et les hommes. L'objectif : un développement inclusif, équitable et durable qui transforme les rapports inégalitaires. « Les projets peuvent avoir des effets différents sur les hommes et les femmes qui occupent une position différente dans la société. Il est donc primordial que chaque personne puisse participer pleinement au processus de prise de décision afin de recevoir et de profiter équitablement des retombées des projets », peut-on lire dans la brochure. On avance ! H.S. ::

Pour en savoir plus : www.cecici.ca

L'égalité plein Sud

Finis les temps où on refusait d'intervenir contre les mutilations sexuelles en prétextant que cela faisait partie de la culture d'un peuple. Finie aussi l'époque où l'aide était donnée sans égard aux rapports existant entre les hommes et les femmes, car on considérait que cela relevait de la sphère privée.

Le développement se conjugue maintenant au féminin. Avec les années, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et les organismes de solidarité internationale qui interviennent dans des pays du Sud ont intégré la composante « genre » dans leurs projets.

Entre guillemets

Comédiens minoritaires

« J'en suis sorti épuisé. On était juste deux gars dans notre classe, imaginez tous les rôles qu'on a tenus ! »

Frédéric Dubois à propos de sa formation au Conservatoire d'art dramatique de Québec. Reste que ce comédien et son comparse ont sûrement suscité beaucoup de jalousie...

Marmots au bureau

« On ne doit plus chercher l'équilibre entre travail et famille, mais l'intégration des deux. »

Barbara Beck, directrice des ressources humaines de la société américaine Cisco qui se targue d'exiger une augmentation de 50 % de la productivité de ses employés. Un petit lit pliant pour le bureau avec ça ?

Bedons errants

« Nous connaissons une crise pancanadienne de ressources en obstétrique, mais malheureusement, ce qu'on note avant tout, c'est une absence d'intérêt de la part du ministère de la Santé. Qui va se battre pour les femmes et les enfants ? Personne. »

Le cri d'alarme de la Dr^e Diane Francoeur, présidente de l'Association des obstétriciens et gynécologues du Québec, qui dénonce les difficultés pour les femmes enceintes d'obtenir un suivi adéquat à l'heure où le Québec connaît une hausse des naissances de 8 %.

Le point, cardinal

« M. le Cardinal, les Québécois vous ont quitté [...] parce que vous n'êtes pas marié, parce que vous ne connaissez pas le doute et l'adultère, la tentation de l'autre, parce que vous ignorez la violence des hommes que vous avez toujours protégés et excusés, à cause du "devoir conjugal", parce que les femmes sont pour vous des sacristaines et des porteuses de burettes, parce que le condom qui empêche le sida est un péché. »

Extrait d'un texte de Gil Courtemanche publié dans *Le Devoir* en réaction au témoignage du cardinal Ouellet devant la Commission Bouchard-Taylor.

L'ÉQUITÉ DANS LA MIRE

L'équité salariale a fait couler beaucoup d'encre au cours des dernières décennies. Depuis 1981, pas moins de 23 articles ont été publiés sur le sujet seulement dans la *Gazette des femmes*. La plupart soulignaient l'importance d'une loi qui obligerait les employeurs à rendre justice au travail des Québécoises. Onze ans après l'adoption à l'unanimité de la Loi sur l'équité salariale à l'Assemblée nationale et 10 ans après son entrée en vigueur, une commission parlementaire fera le point au début 2008.

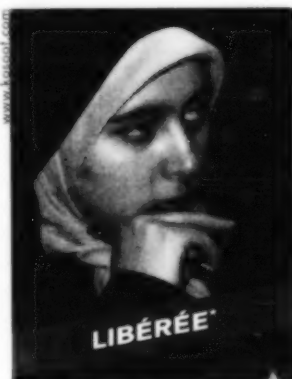
Il sera évidemment question des mesures à adopter pour inciter la moitié des entreprises assujetties à la Loi à s'y conformer. La question de l'affichage des résultats de l'exercice d'équité salariale risque fort de se trouver à l'ordre du jour. Cette étape essentielle à l'évaluation de la démarche par les travailleuses est souvent escamotée par les entreprises de moins de 50 employés. La commission parlementaire déterminera s'il y a lieu de modifier la Loi.

La Loi sur l'équité salariale constitue un acquis historique pour la société québécoise parce qu'elle repose sur la reconnaissance d'une discrimination systémique basée sur le sexe dans les systèmes traditionnels d'évaluation des emplois. Au cours des prochains mois, nous suivrons ce dossier à la trace... **P.B. ::**



C'est le pourcentage du produit national brut (PNB) que le Canada s'est engagé à donner en aide internationale, lors de la conférence de l'ONU sur le développement durable en 2002. Sa contribution s'élève actuellement à moins de 0,3 %. Dans le site Internet du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada, cette promesse est réitérée en ces mots : « Conscient de l'importance

de l'aide aux pays en développement, le gouvernement demeure résolu à améliorer l'efficacité et à se rapprocher de l'objectif de 0,7 % du produit national brut (PNB) lorsque la situation financière du Canada le permettra. » Pourtant, on évalue à 11,6 milliards de dollars les surplus engrangés par le fédéral en 2007-2008... Cherchez l'erreur. **P.B. ::**



Une marraine pour Maryam

Maryam Hosseinkhah, 30 ans, est en prison. Son crime, selon le gouvernement iranien ? Avoir publié de fausses informations, avoir troublé l'ordre public et avoir fait de la publicité contre le régime. Membre de la rédaction des sites Internet Zanestan (« La cité des femmes ») et Tagir Bary Barbary (« Changement pour l'égalité »), qui dénoncent les atteintes aux droits des femmes iraniennes, cette cyberféministe a été arrêtée après qu'elle eut refusé de livrer l'identité de toutes ses collaboratrices.

Considéré comme l'un des pays les plus répressifs sur la Toile, l'Iran figure sur la liste des 13 ennemis d'Internet. Il se targue de filtrer 10 millions de sites « immoraux ». Dans la seule journée du 16 décembre dernier, la police de Téhéran a fermé 24 cafés Internet et arrêté 23 personnes – dont 11 femmes – pour « comportement immoral ». Selon Reporters sans frontières, « il s'agit d'une nouvelle preuve de la radicalisation de la politique du gouvernement en ce qui concerne la liberté d'expression, notamment celle des femmes ». Cette offensive coïncide avec une récente campagne officielle condamnant les femmes qui violent le code vestimentaire imposé par l'islam.

À l'invitation de Reporters sans frontières, la *Gazette des femmes* a accepté de marrainer Maryam. Nous espérons qu'elle retrouvera la liberté d'écrire et de vivre le plus tôt possible. **H.S. ::**

*La veille de l'envoi de la revue à l'imprimeur, nous apprenions que Maryam avait été libérée le 3 janvier. Nous nous en réjouissons !

A black and white portrait of Émilie Haman, a young woman with short dark hair and glasses, wearing a dark top. She is smiling slightly and looking towards the camera. Her arms are crossed.

Portrait

SOINS TROPIQUES

Convaincue qu'elle serait plus utile au Pérou qu'au Québec, l'étudiante en médecine Émilie Haman a œuvré pendant deux mois dans la forêt amazonienne, là où la pauvreté fait loi.

Âge et statut : 23 ans, étudiante en troisième année de médecine à l'Université de Sherbrooke.

Plan de carrière d'origine : Chirurgienne cardiaque.

Projet initial perturbé : Des publicités faisant la promotion des missions de médecins québécois à l'étranger l'incitent à s'envoler pour le Pérou.

Mission accomplie : Durant les étés 2006 et 2007, l'étudiante passe un mois à Iquitos au Pérou. Elle évalue les patients dans une clinique de médecine familiale, travaille avec les chirurgiens d'un hôpital, œuvre à titre bénévole dans une maison de sidéens et enseigne la prévention dans une maison de jeunes.

Le choc d'une femme « libérée » : L'étudiante québécoise constate que les Péruviennes vivent assez librement sur le plan sexuel sans se prévaloir de la contraception pourtant gratuite. Elle rencontre plusieurs adolescentes déjà mères.

Femme en sol patriarcal : Pendant son stage, la jeune Nord-Américaine doit composer avec un médecin péruvien qui l'ignore et transmet ses consignes à son collègue étudiant. Déconcertée, Émilie ressent surtout de la tristesse pour les femmes du pays qui subissent cette situation au quotidien.

Réalité bouleversante : La pauvreté et le manque d'éducation ont souvent des conséquences dramatiques. Par exemple, une jeune femme est arrivée en catastrophe à l'hôpital, son bébé naissant terrassé par une infection. Faute d'argent pour accoucher à l'hôpital, elle avait mis son enfant au monde à la maison. Le jeune papa avait coupé le cordon ombilical, ce qui a provoqué l'infection. Ils ont dû se résigner à se rendre à l'hôpital en constatant l'état du bébé.

Nouvelle vision : Émilie perçoit désormais différemment la relation patient-médecin chez nous : « Malgré les tares du système de santé québécois, nous sommes privilégiés d'y avoir accès. Les Péruviens se plaignent très peu tant ils sont soulagés de voir un médecin lorsque celui-ci se rend à leur chevet. »

Avenir ouvert : À la suite de ces séjours à l'étranger, la future médecin voit son intérêt pour le travail international décuplé. Toutefois, les conditions de vie pénibles la font hésiter à s'engager à long terme, par exemple avec Médecins sans frontières. Mais elle n'exclut pas l'éventualité de se lancer dans la formation de personnel médical à l'étranger. **J.D. ::**

Du cœur au ventre

Par défi, mais aussi par altruisme, des femmes et des hommes s'aventurent tête première dans divers projets pour venir en aide à des enfants sans ressources au-delà de nos frontières.



En septembre dernier, plus d'une centaine de Gazelles québécoises célébraient le 10^e anniversaire de la participation de plus de 200 d'entre elles à la course internationale bien connue qu'est le Rallye Aïcha des Gazelles.

Mis sur pied il y a 18 ans par Dominique Serra, ce défi consiste en une épreuve physique dans le désert du Maroc, certes, mais il s'avère surtout une forme d'engagement humanitaire. Si, par souci environnemental, les participantes doivent respecter rigoureusement le protocole de conservation du désert et ne laisser aucune trace de leur parcours au cœur du Sahara, elles se réjouissent de pouvoir laisser des traces indélébiles dans la vie de milliers d'enfants du Maroc.

Associée au Rallye, l'organisation Cœur de Gazelles veille à récolter des fonds pour venir en aide aux enfants du Maroc. C'est ainsi qu'en octobre, en partenariat avec Azekka France-Maroc, une association d'aide au développement, 80 picalas (« vélos » en berbère) ont pu être distribués à des petites filles de la région de Skoura. Ces dons leur permettront d'écourter les deux heures de marche qu'elles doivent effectuer chaque jour pour se rendre à l'école.

Au-delà de la dimension sportive de l'aventure, les membres de Cœur de Gazelles réalisent une mission humanitaire en laissant un peu d'elles dans les villages traversés, et surtout, l'espoir d'un avenir meilleur. G.L. ::

Pour suivre les Gazelles :
www.rallyeaichadesgazelles.com
www.azekka.org

Coups de pédales, coup de génie

Pour Marc Côté, parcourir 12 133 kilomètres à vélo à travers 10 pays d'Afrique durant quatre mois n'était pas suffisant. Pour donner un sens à cette aventure, il a créé le projet Ouverture sur l'Afrique et s'est donné comme mission de faire connaître la jeunesse africaine à ses élèves québécois et de leur transmettre le goût de s'ouvrir à elle et de s'engager.

Ce professeur en éducation physique à l'École secondaire Georges-Vanier à Laval a trouvé le moyen d'y parvenir lors de sa participation au cinquième Tour d'Afrique, une activité qui permet d'amasser des fonds pour fournir des vélos à des organismes qui œuvrent à faire de la prévention contre le sida auprès du peuple africain.

Par le biais d'Internet, il expérimente une nouvelle forme d'éducation : l'enseignement-réalité. Le Web lui permet d'offrir à ses élèves, à distance, un contenu authentique sur la réalité du continent africain. Il y présente ses rencontres avec les jeunes Africains, dévoile leur quotidien et leurs habitudes de vie, montre ses visites d'écoles d'enfants orphelins du sida... Bref, il donne aux élèves d'ici un accès privilégié à de précieuses connaissances sur la vie en Afrique. Y a de quoi pédaler ! G.L. ::

Pour participer virtuellement à cette aventure :
www.telug.quebec.ca/afrique





Péripie ensablé

Dépassement de soi et aide aux enfants défavorisés auront été le leitmotiv de l'équipe Les Dames de

cœur lors de sa participation au rallye Trophée Roses des Sables, qui se déroulait en octobre dernier dans le sud du Maroc.

À bord de leur 4 x 4, carnet de bord, cartes et boussole en mains, Lorraine Gendron, coordonnatrice de l'École supérieure de mode de Montréal, et sa copilote Danielle Girard, gestionnaire au gouvernement du Québec, ont complété avec énergie leur péripie ensablé d'une dizaine de jours : des dunes, encore des dunes et toujours des dunes.

Surmonter les épreuves de ce rallye strictement réservé aux femmes et récolter le 18^e rang a été très gratifiant. Mais ce qui a encore plus nourri le tandem, c'est la satisfaction de savoir que « pelleter le sable » aura servi à aider une petite Marocaine à fréquenter l'école. Grâce au marrainage des deux coéquipières dans le cadre du programme de l'association Enfants du désert, Nezha aura de la nourriture, des vêtements et des fournitures scolaires pour l'année qui vient. Sa sœur jumelle Hasna, elle, peut déjà compter sur le soutien d'une équipe inscrite pour le rallye 2008. G.L. ::

Pour en savoir davantage :

www.trophee-roses-des-sables.com

www.enfantsdudésert.org

Un peu plus haut...

Pour Daniel Germain, qui se décrit comme « l'ancien bum de Verdun », le mot *impossible* n'existe pas. Celui qui fait déjeuner des milliers d'enfants au Québec avec le Club des petits déjeuners voit encore grand et toujours très loin !

Pour une deuxième année consécutive, il a relevé le défi d'organiser le Sommet du millénaire de Montréal, une activité d'envergure en lien avec la Déclaration du millénaire de l'ONU. En novembre dernier, l'événement a réuni plus de 3 000 personnes ayant comme objectif d'améliorer le sort réservé aux enfants dans le monde. Personnalités publiques, acteurs du développement international, organisations humanitaires, gens d'affaires et grand public ont pu mettre en commun leurs idées et leur énergie afin de trouver des solutions pour contrer la pauvreté sur la planète.

Ce méga-rassemblement a permis de démontrer l'importance des actions individuelles et collectives, si minimes soient-elles. L'idée de M. Germain a fait des petits pour se transformer en une tribune extraordinaire pour une louable cause. Génial ! G.L. ::

Pour connaître les initiatives :

www.smm-mms.org

Adrien Poterius/Vallée



UN CLIC POUR LES MAPUCHES

Chassés de leur territoire, confinés dans des réserves trop petites pour qu'ils puissent y survivre, les autochtones mapuches sont piégés par la violence militaire, policière et juridique du Chili. Qu'attend la présidente Michelle Bachelet pour poser un geste audacieux et mettre en œuvre des moyens afin que cesse la violence de la répression à l'encontre des Mapuches ?

Au Québec, un groupe engagé n'attend plus et dénonce ! Pour rompre le silence sur la difficile réalité du peuple autochtone du Chili, il a lancé un SOS humanitaire en mettant en ligne la pétition *Appel des canadiens.ne.s solidaires des prisonnier.e.s politiques mapuches*. Ses revendications : inciter les autorités chiliennes à réagir, à libérer les prisonniers politiques mapuches et à mettre un terme à la criminalisation des demandes sociales et politiques mapuches.

Rendez-vous au www.petition-mapuche.org pour joindre votre voix virtuelle à celles des premiers signataires : Françoise David, porte-parole de Québec solidaire, Richard Desjardins, artiste, Henri Jacob, président de l'Action boréale, Serge Mongeau, écrivain, Romé Saganash, directeur des relations avec le Québec du Grand Conseil des Cris/Administration régionale crie, Daniel Turp, député péquiste de Mercier, et Alexis Wawanoloath, député péquiste d'Abitibi-Est. G.L.



Tomber des nues

Sur d'immenses pancartes placardées dans tout le pays, sept Polonaises nues... Ça ne passe pas inaperçu. C'est la stratégie électorale qu'a adoptée le nouveau Parti des femmes (Partia Kobiet, 1 500 membres), qui souhaitait faire son entrée au Parlement polonais lors des législatives en octobre dernier. Parties intimes masquées, sept candidates ont ainsi provoqué toute une commotion dans ce pays catholique. Leur slogan : « Tout pour l'avenir... et rien à cacher ! »

Cinéastes, attention !

En Iran, faire son cinéma peut coûter cher... La Franco-Irانيenne Mehrnoushe Solouki, étudiante à l'UQAM au doctorat en études et pratiques des arts, l'a appris à ses dépens. Arrêtée en février 2007 et relâchée un mois plus tard, cette résidente canadienne a été accusée d'« intention de propagande » pour avoir tourné un film sur la guerre Iran-Irak. La cinéaste n'est pas autorisée à quitter le pays pendant le déroulement de son procès, qui a été ajourné à une date indéterminée.



Stockphoto / Merve de Nij

La nage, c'est seins

Si certaines femmes entendent porter le voile à la piscine municipale, d'autres souhaitent s'y baigner les seins nus ! Depuis l'automne, des Suédoises font campagne pour obtenir le droit de se baigner sans haut de maillot de bain. « Lorsqu'on nous dit qu'être seins nus risque de susciter une attraction, nous disons que les hommes doivent être capables de ne pas nous agresser parce que nous sommes *topless* », a affirmé une militante de la campagne Bara Bröst (« Juste des seins »), qui dénonce la discrimination et l'inégalité hommes-femmes.



Du sexe à la plume

Né dans un bordel, le récent « bébé » d'anciennes prostituées indiennes s'appelle *Red Light Despatch*. Premier mensuel fait par et pour des travailleuses du sexe, le journal propose des essais, des poèmes et des textes empreints d'émotions sur les réalités et les « risques du métier ». Tiré à près de 1 000 exemplaires en hindi et en anglais, *Red Light Despatch* est distribué gratuitement aux prostituées et aux habitants des quartiers chauds de Mumbai, en Inde.

L'Argentine au féminin

Après qu'un vent de gauche eut balayé le continent, voilà qu'un parfum de femmes flotte au sud de l'Amérique latine. Éluë présidente le 28 octobre dernier, Cristina Kirchner, l'épouse du chef d'État sortant, devient ainsi la deuxième femme élue au suffrage universel direct en Amérique du Sud, après sa voisine chilienne, Michelle Bachelet. Sa plus proche rivale, la chrétienne de centre-gauche Elisa Carrió, a terminé deuxième. À elles seules, ces dames ont raflé 65 % des votes. Belle victoire sur le machisme !



Kaboul beauté institut

Faut-il avoir perdu la boule pour ouvrir une école d'esthéticiennes à Kaboul ? Peut-être un peu, si l'on en croit Deborah Rodriguez, une coiffeuse de l'État du Michigan qui a décidé d'aller oublier ses deux mariages ratés en Afghanistan. Armée d'une paire de ciseaux, celle que l'on surnomme « Crazy Deb » fait la guerre à sa façon : pour l'indépendance financière des femmes. Dans son école, la Kabul Beauty School, elle apprend aux Afghanes à développer leur confiance en elles mais surtout à se faire belles. Sa biographie *Kabul Beauty School: An American Woman Goes Behind the Veil* est déjà parue aux États-Unis.

INFO-ABONNEMENT

4

façons simples de
s'abonner

:: PAR TÉLÉPHONE

1 800 665-5372

:: PAR INTERNET

www.gazettedesfemmes.com

:: PAR TÉLÉCOPIEUR

514 333-9795

:: PAR LA POSTE

Gazette des femmes
Service aux abonnements
4380, rue Garand
Saint-Laurent (Québec) H4R 2A3

Vous pouvez maintenant effectuer toutes vos transactions par **Internet**.

www.gazettedesfemmes.com a été conçu pour vous faciliter la vie ! Gérez en ligne toutes les questions concernant votre abonnement.

C'est **sécuritaire, facile et rapide !**

:: Pour que la *Gazette des femmes* vous suive partout...

Modifiez votre adresse postale ou courriel par Internet. Pourquoi ne pas en profiter pour renouveler votre abonnement ? Vous éviterez de recevoir plusieurs avis et vous contribuerez ainsi à la protection de l'environnement.

:: Offrez un abonnement-cadeau.

:: Consultez votre compte d'abonnée et la date d'échéance de votre abonnement.

Publiée cinq fois par année, la *Gazette des femmes* vous renseigne sur la vie des femmes d'ici et d'ailleurs !

Recevez un numéro d'essai
GRATUIT et abonnez-vous !

Seulement **1,50 \$**
le numéro (plus taxes)





Pedro Ruiz

LE COMBAT POUR LA VÉRITÉ

Caméra au poing, la réalisatrice Raymonde Provencher a choisi d'user du pouvoir des images pour faire la guerre à l'injustice partout dans le monde. Vingt-cinq ans après s'être « enrôlée », elle a mené sa dernière bataille en règle contre les Casques bleus dans un documentaire-choc sorti en novembre dernier. Parcours d'une combattante qui est loin d'avoir déposé les armes.

| par Lisa-Marie Gervais

● ● n peut difficilement imaginer une entrée en matière plus épouvantable pour un film. À Goma, au Congo, des femmes réfugiées sous une tente racontent les viols dont elles ont été victimes. Elles ont 12, 14, 16 ou... 65 ans. L'une d'elles est une petite fille de 7 ans. Plus tard dans le film, on apprendra qu'au Congo, tout ce qui a une arme et des bottes d'armée viole. Même les Casques bleus. Devant ces témoignages horribles relayés par le bien nommé documentaire *Le Déshonneur des Casques bleus*, n'importe qui aurait eu envie de fuir. La réalisatrice Raymonde Provencher, elle, est restée pour les écouter.

Au Kosovo, les plaintes des femmes lors de la mission du maintien de la paix de 1994 lui avaient mis la puce à l'oreille. Pendant le tournage de *War Babies... Nés de la haine*, un documentaire sur les enfants des femmes violées dans divers pays, elle avait constaté que beaucoup de ces horribles crimes étaient commis par des soldats.

Le nombre croissant de viols que rapportaient les journaux, notamment au Congo – là où était déployée la plus importante mission de paix de l'ONU avec 20 000 hommes –, a été la goutte qui a fait déborder le vase. « Quand j'ai vu le crescendo des actes aboutir à un vaste dérapage, je me suis dit : "On y va." Il fallait le faire », lance la docu-

mentariste à propos de son plus récent long-métrage présenté en grande première aux Rencontres internationales du documentaire en novembre dernier, puis à Radio-Canada.

À travers l'enquête de Mimi Kashira, une avocate congolaise réfugiée au Canada avec qui elle est allée sur le terrain, cette passionnée de sujets internationaux a levé peu à peu le voile sur les abus commis par certains Casques bleus. Fini le temps de l'innocence, le silence a enfin été brisé. Et les derniers héros des temps modernes sont déçus. « Un journaliste doit montrer le pour et le contre, mais comme documentariste, on te demande ta vision des faits. J'ai choisi de ne pas aller voir l'ONU;

ils feront un film pour se défendre s'ils le veulent. Moi, j'ai pris le côté des Congolaises victimes des Casques bleus », affirme la réalisatrice quinquagénnaire, un brin frondeuse.

Une passion en éveil

Arrivée en retard à l'entrevue, la journaliste n'en est pas moins bien accueillie par son hôtesse, d'ailleurs en plein travail. Flanquée de son assistante, Raymonde Provencher en était à finaliser un plan de montage pour son prochain film dans la cuisinette des bureaux de Macumba International, la maison de production qu'elle a fondée en 1995 avec deux autres documentaristes chevronnés, Robert Cornellier et Patricio Henriquez. Le sérieux de son visage est aussitôt balayé par un large sourire. Un regard franc, des cheveux gris qui trahissent l'expérience, une poignée de main ferme. C'est ici, le plus simplement du monde, que cette *pasionaria* de l'information internationale parlera, rira, s'indignera...

« Je me demande souvent quelle mouche m'a piquée », répond-elle lorsqu'on l'interroge sur la provenance de ses sujets toujours « chocs ». « C'est probablement un choix. Quand j'ai commencé à l'émission *Nord-Sud*, on voulait brasser la cage, dire aux gens :

« réveillez-vous » ! » explique celle qui a fait partie, avec Daniel Gourd, de la toute première équipe de cette émission diffusée à Radio-Québec de 1982 à 1994. Ces 13 années de l'aventure *Nord-Sud* l'ont amenée à participer à près de 100 reportages dans une trentaine de pays. Pas mal pour une ancienne étudiante de « science po » à l'Université d'Ottawa atterrée par hasard dans les bureaux de Radio-Canada pour un job d'été.

Sur un ton déterminé, une étincelle dans le regard, Raymonde Provencher ne parle pas : elle convainc. « Je ne suis pas reposante », dit-elle d'emblée, un sourire en coin. De la même façon qu'elle s'emploie avec énergie à dénoncer les injustices partout sur le globe, elle s'émerveille soudainement de la fine neige qui a commencé à tomber au début de l'entrevue. Curieuse, elle admet dévorer deux, trois bulletins de nouvelles internationales par jour, surtout celui de la BBC à 18 h, son « grand bonheur de la journée ». Une *workaholic*? Non. Une passionnée de son travail, c'est tout.

« Un journaliste doit montrer le pour et le contre, mais comme documentariste, on te demande ta vision des faits. J'ai pris le côté des Congolaises victimes des Casques bleus. »

Tirée du film *Le Déshonneur des Casques bleus*, une photo de soldats affectés à la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC).



François Beauchemin



De jeunes victimes des soldats de l'ONU.

L'injustice comme carburant

« Tout part d'une indignation. Que ce soient les viols des femmes, l'immigration clandestine... On n'arrête pas de dire que les gens meurent, coulent dans des rafiots ou passent sous les trains. Il faut faire quelque chose. On est vraiment hypocrites dans ces débats », se désole celle qui a été pendant deux ans présidente de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec.

« Imaginez, c'est terrible pour un individu de penser que quelqu'un peut venir le torturer, le violer et le tuer, donc qu'il n'est pas reconnu comme une personne qui a des droits et une dignité. Ça me préoccupe beaucoup. Je trouve que cette notion de justice est très importante », poursuit Raymonde Provencher dans un cri du cœur.

N'empêche, s'attaquer à l'injustice a un prix. Celui de devoir survivre à l'horreur. Et surtout de souvent devoir accepter son impuissance. Le tournage de *War Babies... Nés de la haine*, qui a remporté de nombreux prix Gémeaux et internationaux, a été particulièrement difficile pour la documentariste, aussi mère de deux enfants. Au Rwanda, des « femmes zombies » au regard vide « mises enceintes par l'ennemi » lui ont raconté les pires atrocités. Certaines battaient leurs rejetons, d'autres s'en occupaient à peine. « Je me suis demandé si j'allais être capable. Ma fille était assez jeune, j'étais loin d'elle. Aller couvrir des famines, voir mourir le monde... Est-ce que je voulais vraiment continuer là-dedans ? » s'est-elle demandé à maintes reprises sans pourtant jamais abandonner.

LES DESSOUS DES CASQUES BLEUS



S'il n'a pas généré de coups de cœur – un effet rare pour un film aussi dur –, Raymonde Provencher admet que son documentaire sur les viols commis par des Casques bleus a dérangé. Elle l'a appris à ses dépens lorsqu'elle s'est attiré les foudres d'un ancien militaire présent à l'avant-première, à Québec. « Il était très fâché. Pour lui, c'était remettre en cause une institution », explique la réalisatrice du *Déshonneur des Casques bleus*.

Elle sait ce qu'elle a fait : elle a « asséné une vérité ». Envers et contre tous. « Il ne faut pas se taire. Il faut dire la vérité pour améliorer les missions de paix, l'inégalité entre les salaires des Casques bleus et ceux

de la population, la relation d'autorité morale... Ces militaires représentent le monde, c'est quand même pas banal ! » insiste la réalisatrice en reconnaissant qu'à cause de son film, les « héros » ont maintenant du plomb dans l'aile.

Étonnamment, s'attaquer à ce géant supranational que sont les Nations Unies ne lui a pas fait peur. « C'étaient plutôt les assurances de production qui m'inquiétaient, plaisante-t-elle. Je devais surtout m'assurer de trouver des témoignages crédibles pour protéger mes arrières. »

Heureux coup du hasard, ses recherches l'ont menée tout droit vers deux

Avec le temps, Raymonde Provencher s'est aperçue que les femmes voulaient parler. Elle n'avait qu'à les écouter. « C'est important cette notion de justice pour les femmes. Dans *War Babies*, le problème était plutôt de les arrêter de parler », reconnaît celle qui a aussi été à l'origine du documentaire maintes fois primé *Des marelles et des petites filles*, réalisé par Marquise Lepage. En Bosnie, où elle a interviewé des victimes de viols des milices ennemies, elle pouvait passer des heures à recueillir les témoignages de ces femmes blessées qui se vidaient le cœur. Une véritable thérapie. « Quand tu entends ce que ces femmes ont vécu, tu comprends pourquoi elles ont envie de crier. »

Être femme ici... et ailleurs

Ayant grandi sur une modeste ferme à Saint-Louis-de-Blandford, dans le Centre-du-Québec, Raymonde

Provencher se dit un « pur produit de la Révolution tranquille ». Si cela n'avait été de sa mère, qui a poussé pour « instruire » ses six filles et son seul garçon, mais aussi des problèmes de santé de son père qui lui ont fait

vendre la terre, elle aurait probablement connu un tout autre sort. « Je suis arrivée au moment où le Québec commençait à s'interroger sur son avenir et où l'école est devenue gratuite », souligne-t-elle en se disant très sensible à l'apport de l'État « qui fait la différence dans des vies ».

Même si la documentariste se considère aujourd'hui privilégiée de pouvoir exercer ce métier, se frayer un chemin dans ce « monde d'hommes » n'aura pas été une mince tâche. « Comme femmes, on devait faire nos classes. Personne ne nous a aidées », se souvient celle qui a été de l'émission *Femmes d'aujourd'hui* (1973-1976) en Outaouais, à ses débuts comme reporter. C'était avant que la journaliste Andréanne Lafond ne lui tende la

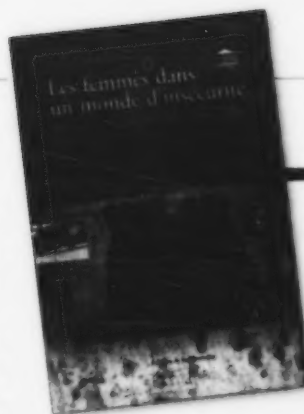
main, mais les contingents envoyés sont formés de soldats provenant de pays en développement, où les droits des femmes ne sont pas toujours respectés », soutient-elle comme pour indiquer qu'il y a là une bonne piste de réflexion.

Lors de la présentation du film en Outaouais – à la demande de la communauté congolaise –, l'effet a été mobilisateur. La mine ahurie devant tant d'atrocités, des Congolais ont demandé ce qu'ils pouvaient faire pour aider. C'était déjà un pas en avant. « Il faut donner des petites clés pour que les gens voient ce qu'ils peuvent faire pour que ça change », note la réalisatrice avec espoir.

policières de Lévis qui avaient été chargées d'enquêter sur les exactions commises par les Casques bleus au Congo. Elles ont corroboré les faits. C'est ainsi que Raymonde Provencher a pu tisser solidement la trame de son documentaire.

Parallèlement, l'ONU continuait à mener sa propre enquête. Depuis 2004, une centaine de Casques bleus ont été rapatriés et bannis des missions de paix. Seulement 13 d'entre eux auraient fait face à la justice.

En montrant des images qui allaient « déshumaniser » les Casques bleus, la réalisatrice était consciente du piège qu'elle se tendait. « Certains m'accuseront peut-être de racisme,



L'HORREUR
SANS FIN

« Une étude au Nigeria a révélé en 1988 que 15 % des patientes atteintes de maladies sexuellement transmissibles (MST) étaient âgées de moins de 5 ans. »

Une horreur parmi d'autres qui figure dans *Les Femmes dans un monde d'insécurité*, un ouvrage de plus de 300 pages qui donne envie de hurler devant tant de cruauté. Mais aussi une référence indispensable pour que « nous puissions ne serait-ce que commencer à comprendre ce qui se passe » et ainsi aider à « changer la communauté internationale, l'humanité, chacun de nous tous », écrit dans la préface Theodor H. Winkler, directeur du Centre pour le contrôle démocratique des forces armées de Genève. Sous la direction de Marie Vlachova et Lea BIASON, le livre regroupe des textes d'universitaires, de journalistes et de bénévoles sur le terrain qui font état de drames partout dans le monde, mais aussi d'initiatives pour contrer cette barbarie.

Les Femmes dans un monde d'insécurité présente également des réalités moins connues comme le syndrome de stress post-traumatique vécu par les femmes et leur fuite quand leur sécurité et celle de leurs enfants sont menacées. Un chapitre interroge aussi les racines de la violence sexiste.

Peu à peu, au fil de la lecture, la colère cède la place au désir de s'engager et, en ce sens, de répondre à l'appel lancé par Winkler : « Nous ne pouvons vivre dans un tel monde. Nous ne pouvons fermer les yeux. Nous ne pouvons pas nous contenter d'espérer que cela cesse. Nous devons agir maintenant. »

H.S. ::

Raymonde Provencher sur le plateau de tournage de *War Babies* en Bosnie.



« Il faut rester vigilantes, mais de ma mère à moi à ma fille, on a quand même acquis énormément de choses ! Pas juste une sécurité physique, une indépendance de tête aussi. »

main pour qu'elle poursuive sa carrière à Montréal. Après quelques passages remarquables à la télé, notamment à la quotidienne d'information *Ce soir*, animée par Bernard Derome sur les ondes de Radio-Canada, l'appel du large s'est fait entendre.

Certes, la situation des Québécoises a beaucoup changé. « Il faut rester vigilantes, mais de ma mère à moi à ma fille, on a quand même acquis énormément de choses ! Pas juste une sécurité physique, une indépendance de tête aussi », se réjouit la globe-trotter. Pour les femmes d'ailleurs, rien n'est moins sûr. « De plus en plus de femmes se battent et repoussent les frontières, mais les carcans sont énormes. Ils s'appellent la religion, la tradition, l'autorité parentale et mâle. Ce sont de gros pouvoirs. C'est ça le drame des

femmes : se battre contre des pouvoirs tout le temps », fait-elle remarquer. La condition des femmes s'améliore-t-elle ? « Je dirais que oui, mais seulement dans certains pays. À Johannesburg, par exemple, on continue de violer des filles à la seconde », poursuit-elle du même souffle.

Devant ce lourd constat, pas question de baisser les bras. « Aujourd'hui, j'aurais plus de mal à rentrer chez moi et à passer à autre chose », soutient-elle. La réalisatrice a déjà sur le feu un documentaire sur les Latino-Américains courtisés par l'armée américaine, à qui l'on promet la nationalité s'ils vont combattre en Irak, et elle en mijote un autre sur les petites filles soldates. « Je me dis que si je pouvais ne serait-ce que donner la parole... même si je n'aide qu'une, deux ou trois personnes... C'est à ça que je m'accroche », dit-elle avant de poursuivre avec humilité en paraphrasant Pauline Marois : « Je voulais changer le monde; je pense l'avoir changé un tout petit peu. » ::

Avec vous depuis plus de 30 ans

2006: Deux poids, deux mesures • 2005: Le grand saut • 2005: Encore ! • 2004: Perdues dans le trafic • 2004: Tout feu, tout femme
2003: Le vent dans les voiles • 2002: Trop sur le dos, gros sur le cœur • 2001: Ce que femme peut • 2000: La mamma... quel scénario ?
1999: Une non-tradition dans la famille • 1997: La vie au vestiaire • 1996: J'en connais une • 1995: Arrête M'harcél • 1993: Les bleus amoureux
1991: Le plafond de verre • 1988: L'égalité brille pour tout le monde • 1986: Ça crevé les yeux, ça crevé le cœur • 1985: L'égalité en affaires
1984: Pensionnés-y bien • 1982: Moi c'est pas pareil... j'travail • 1981: Ben voyons bébé... y'a rien là • 1980: Un mâman de congé
1978: J'en ai ma claque... moi aussi

DU THÉÂTRE

POUR LE 8 MARS

THÉÂTRE
PARMINOU

RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT !

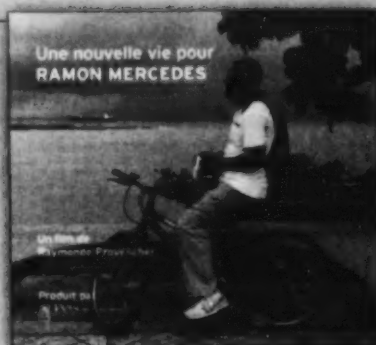
819 758-0577 - Isabelle Beaudoin - poste 28 - www.parminou.com



War Babies... Nés de la haine

Macumba International, 2002, 92 min

« Je me disais que ce ne serait pas un enfant normal, ce serait un enfant de l'ennemi. » Ce témoignage d'une jeune mère rwandaise exprime à lui seul tout le drame des enfants issus du viol lors de conflits armés. Une mère peut-elle aimer son enfant et oublier qu'il vient de son assaillant ? Comment un enfant peut-il prendre sa place dans le monde, se sachant issu d'un tel crime ? Sorti en 2002, *War Babies... Nés de la haine* a été tourné sur quatre continents, dans divers pays qui ont connu la guerre. Lauréat de quatre prix Géméaux, le film a également remporté le prix du public et celui du meilleur documentaire aux Hot Docs de Toronto, un grand rendez-vous du documentaire au Canada.



Une nouvelle vie pour Ramon Mercedes

Macumba International, 2007, 52 min

Au beau milieu d'une tragédie, il y a parfois des événements heureux qui ravivent l'espoir. L'histoire de Ramon Mercedes, un Dominicain d'origine qui avait tenté d'entrer clandestinement au Canada en 1998, en est un bon exemple. *Partir ou mourir*, un documentaire de Raymonde Provencher sur l'immigration clandestine, avait d'abord révélé au grand jour le drame de ce jeune homme à qui on avait dû amputer les deux pieds complètement gelés à son arrivée au Saguenay par bateau. À peine remis de l'opération, il avait été expulsé du pays. Devant le nombre d'appels de téléspectateurs touchés par le film, le Carrefour d'aide aux nouveaux arrivants (CANA) a lancé une campagne afin d'amasser les 30 000 \$ que coûtaient les prothèses qui permettraient à Ramon de marcher de nouveau. L'idée a ravi la cofondatrice de Macumba International qui a décidé de tourner la suite : *Une nouvelle vie pour Ramon Mercedes*.



Des marelles et des petites filles

ONF et les Productions Virage, 1999, 52 min

Dix petites filles, sept pays et un jeu : la marelle. Quoi de mieux que l'un des plus anciens jeux de l'histoire de l'humanité pour illustrer une réalité vieille comme le monde : le combat quotidien des fillettes pour leur survie. Alors journaliste à l'émission *Nord-Sud*, c'est en épluchant des rapports de l'Unicef sur la condition de l'enfance que Raymonde Provencher a eu l'idée originale du documentaire gagnant de quatre prix Géméaux *Des marelles et des petites filles*, réalisé par Marquise Lepage et produit par Virage. « On parlait des enfants partout sur la planète comme un tout, garçons et filles ensemble. Je me disais que la situation devait être très différente pour les petites filles », raconte la réalisatrice en soulignant que l'analyse des genres est aujourd'hui devenue un incontournable.

UNE CURE DE LUMIÈRE
pour traiter les
symptômes de la dépression saisonnière

- Fatigue • Humeur dépressive • Tristesse
- Augmentation de l'appétit
- Envie irrésistible de sucres et de féculents
- Prise de poids
- Besoin accru de sommeil • Desir de s'isoler
- Perte d'intérêt pour les activités habituelles
- Difficulté à se concentrer
- Difficulté à rencontrer des échecs

LES BLEUS DE L'HIVER... ÇA SE SOIGNE!

La luminothérapie,

un choix éclairé pour le traitement de la dépression saisonnière.

La luminothérapie est une exposition quotidienne à une lumière intense, dans des conditions contrôlées.

Premier choix pour la luminothérapie :

Les Technologies Northern Light

Brochure gratuite et information : (418) 337-3544, sans frais au Québec : 1 877 337-3544

www.NorthernLightTechnologies.com

LA VIE EST UNE ORDURE

À Payatas, aux Philippines, quelques centaines de femmes vivent de l'industrie des déchets. Expulsées par la municipalité des dépotoirs où elles habitent, certaines quittent maison et travail, avec malgré tout l'espoir d'améliorer leur sort.

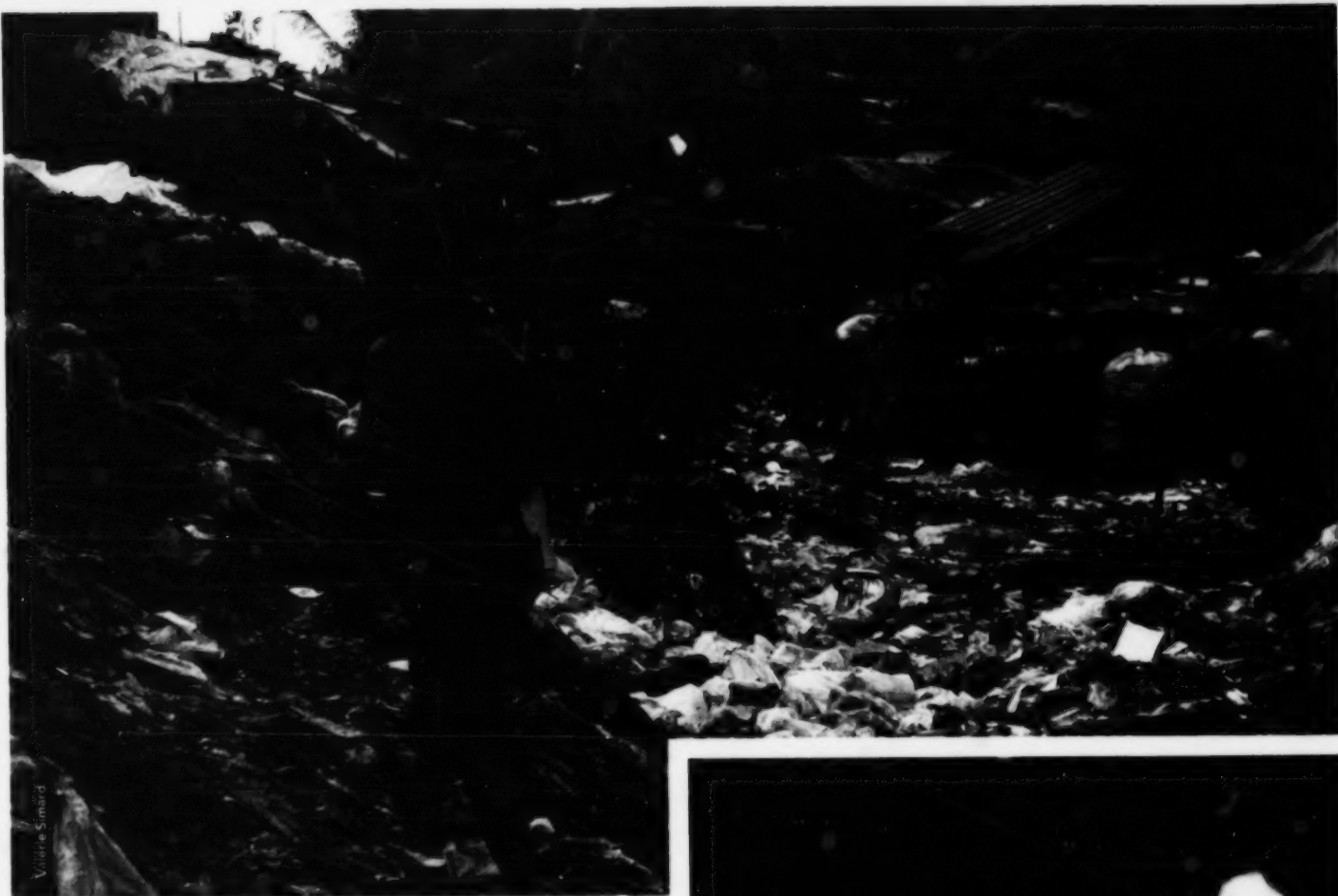
| par Valérie Simard



• | • I fait un soleil de plomb. Le front en sueur, les mains noires de saleté, Dioreta Aballe fouille dans les ordures qu'un camion vient de décharger au dépotoir de Payatas, situé à Quezon City, dans la région métropolitaine de Manille. Dioreta est *scavenger*, c'est-à-dire éboueur. Chaque jour, elle escalade la montagne de déchets. La revente de matériaux recyclables est sa seule source de revenus. Elle devra bientôt lui dire adieu. Dioreta et ses sept enfants, ainsi que 250 autres familles, devront quitter le site sur l'ordre de Quezon City.

D'une superficie de 22 hectares, Payatas est l'un des trois dépotoirs de la région. En moyenne, 418 camions viennent y décharger quotidiennement leur cargaison. Près de 2,2 millions de mètres cubes de rebuts sont enfouis là chaque année. Comme Dioreta, des centaines de familles se sont établies à quelques pas, sur une ancienne montagne de déchets aujourd'hui recouverte de terre. Appuyée par le gouvernement philippin, Quezon City souhaite déloger ces squatteurs pour transformer en électricité le méthane généré par la décomposition des déchets.

Un projet-pilote démarré en 2004 permet déjà de produire 100 kW. Selon le Payatas Operations Group, gestionnaire du site, le dépotoir de Payatas dégage suffisamment de méthane pour créer 1 MW d'électricité pendant les 10 prochaines années. À première vue positive, cette récupération du méthane s'inscrit dans le programme Mécanisme pour un développement propre du Protocole de Kyoto, dont les Philippines sont signataires.



Pour aider leurs parents, plusieurs enfants cherchent des matériaux à revendre.



Pour la majorité des résidents qui devront s'exiler, les déchets sont l'outil de la survie. Dioreta Aballe, 47 ans, chef de famille monoparentale, passe souvent près de 12 heures par jour à arpenter le dépotoir pour dénicher de quoi nourrir ses enfants. Tout ce qu'elle trouve, elle le glisse dans un grand sac qu'elle juche ensuite sur sa tête, pour la descente. Les *junk shops* achètent sa récolte. À très bas prix : 14 pesos philippins (0,33 \$ CA) pour un kilo de plastique et 4 pesos (0,09 \$ CA) pour un kilo de boîtes de conserve. Alors qu'un kilo de riz lui coûtera à elle 25 pesos (0,58 \$ CA).

« Ça rapporte moins qu'avant, remarque-t-elle en tagalog, l'une des principales langues parlées aux Philippines. L'an dernier, je gagnais environ 100 pesos par jour (2,32 \$ CA). Aujourd'hui, 100 pesos, c'est le maximum. Parfois, ça descend jusqu'à 50 pesos. » La décision des autorités municipales de répartir les déchets entre différents sites, à la suite d'un effondrement qui a enseveli des dizaines de maisons et près de 200 personnes en 2000, a fait chuter les revenus des *scavengers*. De 2004 à 2006, le nombre annuel de camions à Payatas est passé de 168 098 à 152 571.

Une misère irrespirable

Marivic Erato, elle aussi *scavenger*, a enrôlé ses enfants. « À moins de 15 ans, ils n'ont pas le droit d'aller sur la montagne de déchets, précise-t-elle. Mais ils ramassent des choses autour de la maison et trient ce que je rapporte. » Sa cabane est construite sur l'ancien dépotoir, enterré il y a 35 ans et ironiquement baptisé *Lupang Pangako*, « terre promise » en tagalog. Les *barong-barong houses* s'entassent les unes sur les autres, bricolées avec des feuilles de tôle, de contre-plaqué, de gypse et quelques planches de bois, des matériaux le plus souvent amassés dans les débris. Seules les maisons les plus spacieuses ont un revêtement de sol. Les autres sont érigées directement sur la terre. Elles ne sont munies ni d'électricité ni d'eau courante.



Dioreta Aballe, scavenger

Dans les cours arrière, pas de fleurs, d'arbres ou de jardin. Mais encore des ordures. La couche de terre utilisée pour les recouvrir s'amincit chaque année, à la saison des pluies. Les sacs de plastique, les briquets, les emballages de croustilles jonchent le sol. Couverts de boue et de poussière, les enfants s'y promènent pieds nus, s'amusant avec la première chose qui leur tombe sous la

main. Un vieux baril de métal devient une cachette; une clôture, un appui pour se balancer; une ampoule cassée munie d'une corde, une toupie. Les problèmes de santé abondent. Difficultés respiratoires, tuberculose, fièvre dengue et malnutrition frappent régulièrement. « Nous ne possédons pas de données précises sur l'impact du dépotoir, mais il est certain que la présence des déchets favorise le développement de problèmes respiratoires, motif de 90 % des visites à la clinique », expose le Dr Melchior J. Gabagat, médecin depuis 13 ans au Payatas Health Center.

Les problèmes de santé abondent. Difficultés respiratoires, tuberculose, fièvre dengue et malnutrition frappent régulièrement.

Beaucoup de familles de Lupang Pangako sont monoparentales, femmes et enfants ayant été abandonnés par le père, parti chercher une vie meilleure. C'est ce qui vient de se produire dans l'une des maisons du quartier. Marivic Empin est en pleurs. Son mari l'a quittée il y a quelques jours. Mère de trois enfants, elle voudrait le forcer à lui verser un peu d'argent. Dans un autre pays, elle pourrait demander le divorce et réclamer une pension.

Pas aux Philippines. Le divorce est illégal. Ses chances d'avoir gain de cause sont donc minces.

Depuis que la Ville a décidé de réduire la quantité de déchets enfouis à Payatas, les mères ont de plus en plus de peine à subvenir aux besoins de leur famille. Lors de notre première rencontre, Dioreta Aballe creusait dans sa cour avec deux de ses neveux. Pioches à la main, noirs comme la suie, ils tentaient de trouver des produits recyclables, enfouis là il y a près de 30 ans. « Il n'y a plus assez de matériaux sur la montagne de déchets pour nous permettre de vivre », explique-t-elle, sans trop se soucier des risques d'explo-

sion entraînés par le méthane prisonnier du sol. Plusieurs font comme elle. À Lupang Pangako, des trous d'une profondeur allant jusqu'à deux mètres parsèment les cours des maisons.

L'espoir d'un ailleurs meilleur

Dioreta, Marivic et les autres doivent maintenant plier bagage. Le projet de « relocalisation » flottait dans l'air depuis quelque temps. L'hiver dernier, les résidents de cette partie de Payatas apprenaient que quelques centaines d'entre eux devraient bientôt partir. Certains y sont établis depuis près de 30 ans.

En novembre, 39 familles avaient déjà été déplacées. Le gouvernement philippin a offert à chacune l'équivalent de 400 \$ US. La Fondation Virlanie, un organisme non gouvernemental français établi à Payatas depuis 2000, doit les aider à acquérir un terrain et à se construire une maison à Montalban, une ville située à quelques kilomètres de Quezon City. « C'est un développement vraiment simple, explique le colonel Jameel Jaymalin, directeur du Payatas Operations Group, gestionnaire du dépotoir. Il n'y a qu'à ouvrir quelques rues. »

Certaines familles sont retournées en province, là où elles habitaient avant de s'établir à Payatas. D'autres sont allées rejoindre des parents ou des amis résidant dans des secteurs qui ne sont pas touchés par la « relocalisation ». Le projet ne fait pas l'unanimité chez les habitants. Certains n'ont pas envie de retrouver le village qu'ils ont quitté, incapables d'y gagner leur vie. D'autres, au contraire, voient dans ce déménagement forcé l'espoir d'améliorer leur condition.

Dioreta Aballe est de ceux-là. « Ça changera notre mode de vie, affirme-t-elle. J'espère que nous aurons d'autres opportunités, que nous pourrions par exemple créer de petites entreprises. »

Valérie Simard

« Ce sera positif pour les enfants, ajoute Imelda Sario, une mère de 37 ans. Ils vivront dans un environnement plus sain. Et ils ne deviendront pas *scavengers* à leur tour. »

Déjà, la Fondation Virlandie aide les femmes à développer de nouvelles sources de revenus. L'une d'elles tient un petit dépanneur dans le local de l'organisme. D'autres ont appris la couture. « Notre programme vise à rendre les familles autonomes, indique Aurélie Hager, une enseignante française qui travaille sur les lieux. Ce n'est pas facile. Des mères ont appris à fabriquer des uniformes scolaires. Mais, aux Philippines, on trouve des vêtements dans les marchés pour une somme dérisoire. Après avoir acheté le fil et le tissu, les femmes ont de la difficulté à rivaliser. »

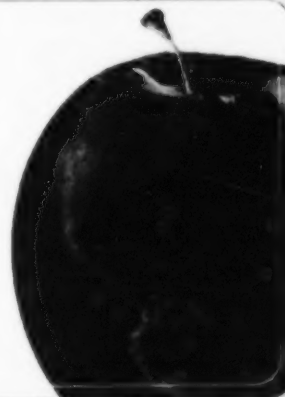
L'organisme encourage également les mères de famille à créer leur petite entreprise. « Nous les incitons à faire des économies en mettant de côté un peso par jour, précise Emma R. Sokosco, qui supervise le programme de la Fondation Virlandie à Payatas. Avec cet argent, elles pourraient par exemple acheter une petite épicerie. »

S'en sortiront-elles, ces femmes qui partent de si loin ? « Je n'ai même pas d'argent pour acheter des chaussures », soupire Dioreta Aballe, pieds nus sur le tas d'ordures fumantes. ::

Ce reportage a été réalisé grâce à une bourse Nord-Sud de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, financée par l'Agence canadienne de développement international.

Une simple clôture sépare l'ancienne montagne de déchets, où sont établies les familles, et le dépotoir actuel.

La **santé**
c'est pour tout
le **monde**



Alliance du personnel
professionnel et technique
de la santé et des services sociaux

info@aptsq.com

www.aptsq.com

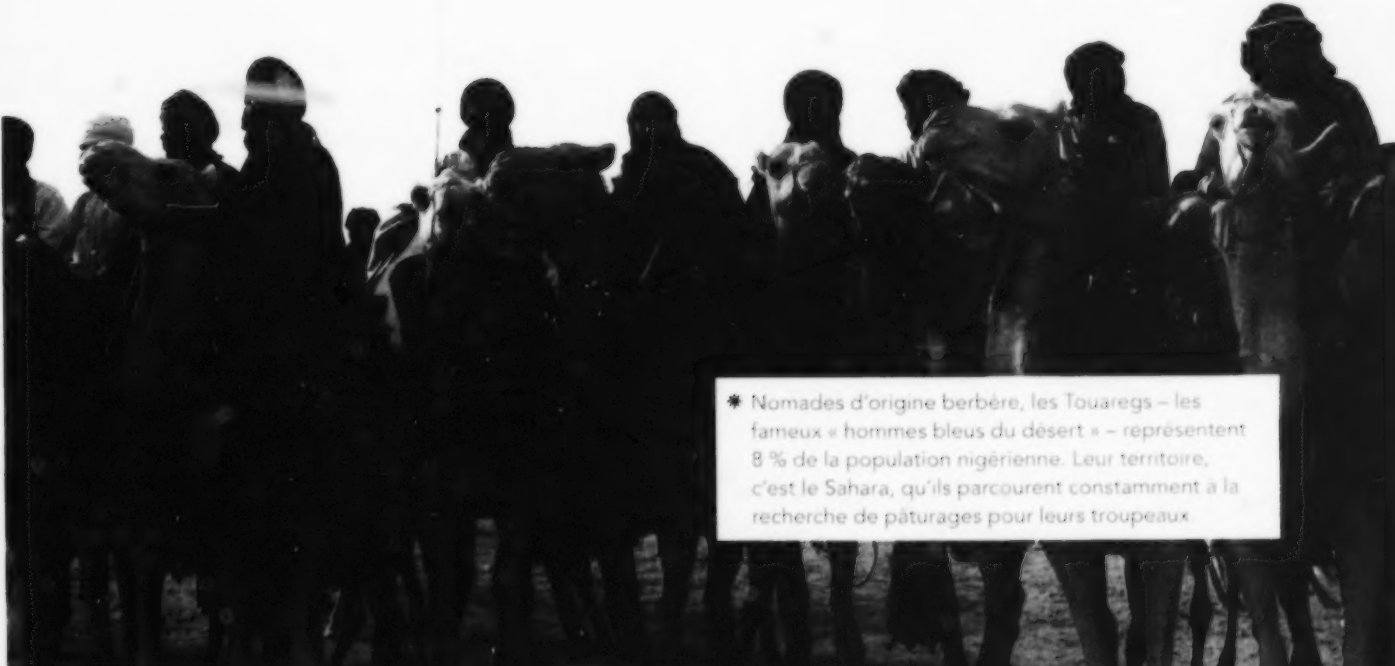
UNE ÉCOLE DANS LE DÉSERT

En plein cœur du Sahara, dans un désert sans route ni services publics, la Québécoise Jacqueline Lanouette a ouvert une école pour les enfants nomades. Puis la guerre est arrivée à Tézertait et l'école s'est trouvée prise en étau entre les rebelles touaregs et l'armée du Niger. Histoire d'un rêve qui s'accroche.

| texte et photos par Stéphane Blais

● ● est la saison sèche et le thermomètre affiche
C' 50 °Celsius dans la vallée de Tézertait. Une ving-
● ● taine d'enfants touaregs entonnent l'hymne national devant une petite école faite de banco et de ciment. Le plus âgé hisse au sommet du mât un drapeau du Niger en lambeaux – à l'image du pays.

Quelques dizaines de mètres plus loin, cachés dans la montagne, des hommes discutent de stratégies militaires. Il y a un mois, munis de lance-roquettes et d'armement lourd, ils ont surpris les soldats d'Iferouane, l'oasis la plus proche, à environ 100 km. À la fin d'une violente attaque nocturne qui a coûté la vie à quatre soldats nigériens, ces rebelles ont volé toutes les armes du campement militaire avant de se réfugier ici, déclenchant une deuxième rébellion touarègue* en 17 ans.



* Nomades d'origine berbère, les Touaregs – les fameux « hommes bleus du désert » – représentent 8 % de la population nigérienne. Leur territoire, c'est le Sahara, qu'ils parcourent constamment à la recherche de pâturages pour leurs troupeaux.



Jacqueline Lanouette, entourée d'élèves et de leurs mères.



Mais ce matin du printemps 2007, alors que le soleil semble décidé à battre tous les records de chaleur dans la vallée de Tézertait, ni la revanche imminente de l'armée nigérienne, ni les mines antipersonnel posées un peu partout dans le secteur ne vont empêcher les enfants de chanter l'hymne national et d'aller en classe.

Dans l'unique salle, les jeunes, âgés de 7 à 14 ans, récitent les tables d'addition écrites au tableau par Ahmed Rhissa, l'un des deux professeurs touaregs. Pendant ce temps, le vieux Haillal, chef de campement, soigne un élève qui est tombé dans le feu allumé pour préparer le dîner. Il n'y a aucun hôpital à des centaines de kilomètres à la ronde et, de toute façon, pas de véhicule. Les connaissances du vieux Haillal sont donc essentielles à la santé des enfants qui fréquentent le Centre d'éducation et de santé de Tézertait (CEST), nom officiel de l'école.

Haillal est un vrai nomade. Il connaît cette région du désert comme le fond de sa poche. Mais il a choisi de se sédentariser afin de s'occuper des élèves en dehors des heures de cours. Jumelles constamment accrochées au cou, Haillal scrute régulièrement l'horizon, au cas où des véhicules s'aventureraient dans la vallée. La soixantaine avancée, cet ancien rebelle assure la sécurité des enfants en cette période d'insurrection.

En voyant le vieux Haillal soigner son camarade brûlé, le petit Mohamed, 8 ans, qui adore la

lecture, me confie qu'il voudrait un jour devenir médecin. S'il réalise son rêve, il pourra remercier Jacqueline Lanouette, mais aussi la Fondation internationale Roncalli.

C'est grâce à cette psychologue globe-trotter que Tézertait possède son école. Ibrahim Amoumoun, mon guide touareg et mandataire du CEST au Niger, raconte : « Après son passage dans la région, Jacqueline a fait une exposition de photos du désert à Outremont, à Montréal. Ça nous a permis d'amasser 12 000 \$ pour construire l'école.

La Fondation internationale Roncalli a complété avec 13 000 \$. Tézertait est complètement coupée du monde. Le gouvernement ne lui a jamais offert aucune aide et il n'y a évidemment jamais eu d'école dans la région. On peut dire que c'est vraiment du tourisme équitable qu'a fait Jacqueline ! »

Ibrahim, lui-même chef des opérations de la rébellion touarègue des années 1990, a choisi de troquer les armes pour l'éducation des enfants afin de mener sa lutte. « La guerre naît dans les esprits des hommes, mais c'est dans les esprits des enfants qu'il faut la combattre. »

« La guerre naît dans les esprits des hommes, mais c'est dans les esprits des enfants qu'il faut la combattre. »

Ibrahim Amoumoun

Entre tradition et modernité

Quand je la rencontre à Rosemère, à mon retour du Niger, Jacqueline Lanouette, ancienne enseignante aux Beaux-Arts devenue psychologue, m'accueille dans un cabinet aux murs égayés par de magnifiques photos du désert.

C'est la splendeur des lieux qui a attiré la femme de 59 ans et son mari photographe, Normand Turgeon, à Tézérzait, à 1 400 km au nord de Niamey, la capitale. « On avait envie de voir les dunes géantes. Je suis tombée amoureuse de l'endroit, tellement que j'y suis retournée trois années de

« Chez les Touaregs, ce sont les femmes qui transmettent les traditions. On veut offrir l'éducation aux petits, mais on ne veut pas les priver de leurs traditions. » **Jacqueline Lanouette**

suite. Des émotions indescriptibles surgissent lorsqu'on visite le Sahara pour la première fois, relate-t-elle. Je suis devenue amie des gens de Tézérzait, dont Haillal, et ils m'ont demandé de les aider à construire une école dans le désert. J'ai hésité, puis décidé de me lancer dans l'aventure, même si je n'avais aucune expérience en coopération internationale. »

Pays le plus pauvre au monde selon l'indice de développement humain de l'ONU, le Niger a aussi le taux de fréquentation de l'école primaire le moins élevé, soit 30 % – encore moins chez les populations touarègues. Au CEST, les enfants apprennent le français – le Niger est une ancienne colonie française – ainsi que toutes les autres matières du système scolaire nigérien. Pendant ce temps, leurs parents parcourent le désert.

Le Sahara se divise en plusieurs types de déserts. La vallée de Tézérzait se trouve entre deux d'entre eux. À l'est de l'école, le Ténéré, surnommé « désert des déserts » par les premiers explorateurs européens, comprend les plus hautes dunes du monde – elles atteignent parfois 300 m – et s'étend sur 350 000 km² de sable. À l'ouest, le désert de l'Air, paysage rocailleux et volcanique parsemé de quelques oasis, couvre 700 000 km². Juste en face de l'école, le mont Tamgak, un massif qui culmine à 1 988 m, sert de pont entre les deux déserts, mais aussi de quartier général aux rebelles touaregs.

Les Touaregs qui sillonnent cette partie du Sahara font halte régulièrement à Tézérzait afin de se ravitailler au puits bâti par l'ancien chef rebelle Mano Dayak. Parfois, quelques touristes téméraires s'arrêtent à Tézérzait pour photographier l'art rupestre qui orne les rocs environnants. Ce véritable musée à ciel ouvert datant de 5 000 ans, qui représente des humains, des éléphants, des girafes et d'autres mammifères, témoigne d'une époque où le Sahara était moins hostile à la vie. C'est sur ce territoire magnifique, mais où l'homme ne semble pas avoir sa place, que l'école a été bâtie.

Comment gérer la dualité entre la scolarité et le mode de vie traditionnel nomade ? Jacqueline Lanouette explique : « Les parents nous laissent leurs enfants pendant 10 mois. Il faut les héberger, les habiller et les nourrir, mais ils ont aussi besoin d'affection. En plus d'Haillal et des deux professeurs, on a donc engagé une mère et une grand-mère. Cana et Miloy ont pour mandat de prendre soin des enfants et de garder la tradition vivante. Chez les Touaregs, ce sont les femmes qui transmettent les traditions. On veut offrir l'éducation aux petits, mais on ne veut pas les priver de leurs traditions. »

L'école est entourée de massifs de rocs ornés de gravures rupestres datant de 5 000 ans.





Jacqueline – qui a appris leur langue, le tamasheq – a tenu plusieurs réunions avec les femmes du campement de Tézerzait avant de mettre le projet sur pied. « Elles se sont regroupées et m'ont fait part de leurs souhaits quant au fonctionnement de l'école. C'était important pour elles que des Touaregs soient impliqués dans la gestion et que ce soient des professeurs touaregs qui enseignent aux enfants. »

L'uranium, nerf de la guerre

En ouvrant l'école en 2005, Jacqueline Lanouette ne pouvait se douter qu'une dizaine d'années après les accords de paix de 1995, une autre rébellion touarègue allait éclater et que Tézerzait en serait le cœur. « En parler est très douloureux pour moi, car au mois de juin, une compagnie de l'armée nigérienne a tué trois vieillards à Tézerzait. Abdi était le père de Miloy, la jeune grand-mère qui travaille pour

l'école. L'autre était son oncle et le troisième, infirme, était le grand-père d'un des élèves. Ils apportaient souvent des chèvres à l'école pour nourrir les enfants, ils en étaient très proches, alors c'est toute l'école qui est en deuil. »

Pour comprendre le conflit qui endeuille le Niger, un recul historique s'impose. Avec leur Mouvement nigérien pour la justice (MNI), les rebelles touaregs réclament une meilleure représentation de leurs ethnies au sein du gouvernement et de l'armée. Mais le véritable enjeu de leur lutte, c'est l'uranium. D'un côté, les rebelles accusent l'État nigérien d'être à la solde de la France, qui exploite l'uranium du Sahara nigérien depuis 40 ans par le biais de la société Areva, leader mondial de l'énergie nucléaire. La France dépend de l'uranium nigérien pour ses besoins énergétiques : 75 % de l'électricité d'origine nucléaire produite par Électricité de France provient du Niger.

Devant l'appareil photo, les élèves du CEST cabotent, comme le font tous les enfants du monde.



**Collectivement
pour un monde
différent**

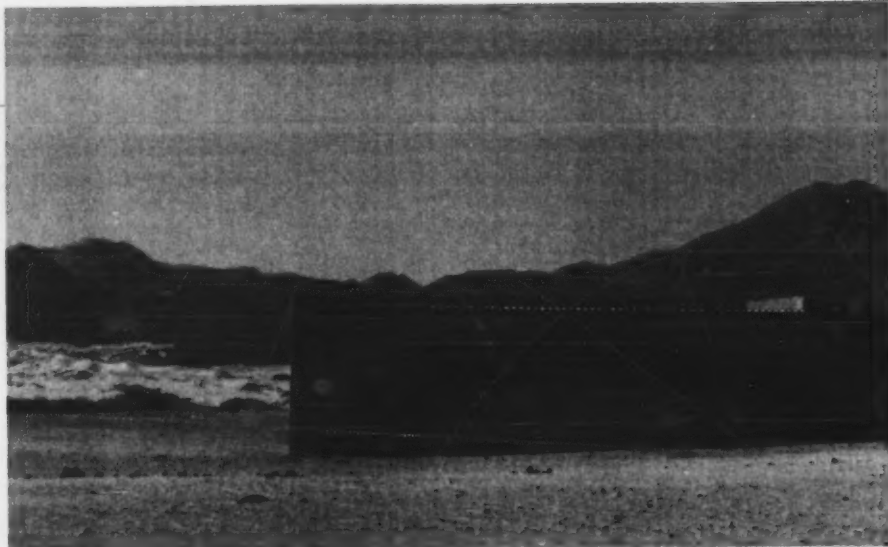
et l'éducation en est la clé

www.csq.qc.net

Centrale des syndicats
du Québec



Derrière l'école de
Jacqueline Lanouette, le
mont Tamgak, bastion
des rebelles.



Selon les rebelles, les populations touarègues ne profitent aucunement des profits provenant de l'uranium. Non seulement elles vivent dans une extrême pauvreté, mais elles sont aussi victimes de tous les problèmes sociaux et environnementaux qui découlent de l'établissement de mines d'uranium sur les terres de leurs ancêtres.

De l'autre côté, paradoxalement, le gouvernement nigérien accuse les rebelles d'être au service de cette même société française, Areva. Une complicité que nient les rebelles et la compagnie. Le MNJ a même attaqué une des mines d'Areva à Imoraren, faisant trois morts.

Depuis l'indépendance du Niger en 1960, la France avait le monopole de l'exploitation de l'uranium, qu'elle

achetait aux Nigériens à un prix fixe bien inférieur au prix du marché international. Ce « pacte colonial » s'est terminé au printemps dernier, et d'autres multinationales ont pu obtenir des permis d'exploration, dont les canadiennes Global Uranium Corporation et Ivanhoe Mines. Le potentiel est là : le Niger est le troisième producteur mondial d'uranium derrière le Canada et l'Australie.

Aghali Alambo, 43 ans, est le chef du Mouvement nigérien pour la justice. À propos de l'acquisition récente de permis d'exploration par des compagnies canadiennes, il s'exprime poliment, dans un français impeccable. « Avec la complicité du gouvernement nigérien, des puissances étrangères pillent les ressources naturelles

du Niger, polluent nos terres, notre eau et dénie nos droits, ce qui laisse les populations dans une situation de pauvreté indescriptible. Les Nigériens en ont assez d'être les misérables de la planète. Aujourd'hui, on va prendre notre destinée en main. Si les Canadiens veulent travailler avec les Nigériens, ils sont les bienvenus. D'ailleurs, le Canada et le Niger ont une longue tradition de coopération et nous respectons le Canada. Par contre, je conseille aux sociétés canadiennes qui souhaitent exploiter l'uranium sur notre territoire de le faire avec les populations et pour les populations qui vivent sur ces territoires. Gare aux Canadiens s'ils agissent comme les Français ! Nous n'hésiterons pas. Nous sommes un groupe armé et organisé. »

LAURETTE LÉVY

Debout en clair-obscur

À travers le cheminement de Béa, le quotidien d'un groupe de personnes — principalement des femmes — atteintes du VIH est révélé, de même que les réalités singulières auxquelles elles sont confrontées.

« Une force qu'elle ne se connaissait pas est remontée de bien loin pour la tenir debout au milieu de ce désastre qu'était devenue sa vie. Non, elle ne sombrerait pas. Elle s'en sortirait. Elle montrerait au monde entier qu'elle était plus forte que ça. »



Prise
de parole





L'école en danger

Depuis mon passage à Tézérazait en mars 2007, le Niger continue de s'enliser dans la crise. Le gouvernement refuse de collaborer avec les rebelles. Sur le terrain, les forces armées du Niger pourchassent un ennemi invisible. Les « hommes bleus du désert » se sont depuis longtemps forgé une réputation de guerriers impitoyables. Ils sont les seuls à connaître et à maîtriser le Sahara. Ceux qui les combattent sur ce territoire indomptable doivent s'attendre à encaisser des pertes considérables.

Pourtant, ce sont surtout les populations civiles qui souffrent de cette guerre. On y massacre des innocents, l'armée multiplie les arrestations arbi-

traies, et on a éparpillé des mines antipersonnel un peu partout dans le Sahara nigérien. Les conditions de vie déjà précaires des populations prises au piège entre les rebelles et l'armée se sont dégradées. À quel point ? Difficile de le préciser puisque le nord du Niger est aujourd'hui interdit aux journalistes et aux ONG internationales qui voudraient venir en aide aux habitants. Deux journalistes nigériens, Ibrahim Manzo et Moussa Kaka, sont incarcérés depuis le début des hostilités. Moussa Kaka, correspondant de Radio France Internationale et de Reporters sans frontières, risque la prison à vie pour être entré en contact avec les rebelles.

Miloy et Cana ont pour mandat de prendre soin d'es enfants et de garder les traditions vivantes. Sur la photo, elles puisent l'eau dans le puits bâti par Mano Dayak, héros et figure emblématique de la rébellion touarègue, mort dans un accident d'avion en 1995.



PARTOUT DANS LE MONDE

les femmes en action pour le changer



Des Touarègues dans leurs splendides parures.

À l'automne 2007, Jacqueline Lanouette a senti l'urgence. Même si une entente tacite entre les rebelles et l'armée interdisait à chacun des camps d'attaquer l'école de Tézertait, la situation était devenue trop risquée pour les enfants. M^{me} Lanouette est donc retournée dans le désert et a ouvert une nouvelle école à Arlit, une ville minière du Sahara.

Arlit est plus sécuritaire que la vallée de Tézertait, mais pour y aller, il faut emprunter la « route de l'uranium »,

pièces dans les années 1960 autour de ses deux mines d'uranium, en plein milieu d'un territoire qui servait de pâturage aux Touaregs. De l'Arlit florissante promise par le gouvernement et les prospecteurs, il ne reste qu'un mythe, un vague souvenir.

Les Touaregs qui habitent dans le bidonville environnant vivent dans des conditions déplorables. Ils doivent se nourrir dans « les jardins d'Arlit », aménagés par la compagnie minière et arrosés avec les eaux usées de la ville.

Leurs abris sont essentiellement construits à partir de matériaux récupérés et de ferrailles de la mine. Des matières radioactives, donc. Dans cette ceinture de pauvreté, des humains et des animaux meurent de façon inexplicable. Les protégés de Jacqueline

Lanouette gagneront-ils une éducation en perdant leur santé ?

À des centaines de kilomètres de là, l'école désertée de Tézertait tient toujours debout, tel un fragile symbole de paix. ::

Ce reportage a été réalisé grâce à la participation financière de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Les Touaregs qui habitent dans le bidonville vivent dans des conditions déplorables. Ils doivent se nourrir dans « les jardins d'Arlit », arrosés avec les eaux usées de la ville.

l'unique axe routier qui se rend dans cette région. Déclarée zone militaire par le gouvernement à la fin août, cette voie a été le théâtre de plusieurs combats armés. Entre sa propre sécurité et celle des élèves, Jacqueline Lanouette a choisi la deuxième.

Les enfants nomades seront-ils mieux lotis à Arlit ? Cette ville est au cœur du litige qui oppose les rebelles et le gouvernement nigérien. La société française Areva l'a construite de toutes



hemis.fr

LE NIGER EN BREF

Langues :

français (officielle), haoussa, djerma, peul, tamasheq, kanouri...

Religions :

musulmans (90 %), chrétiens et animistes (10 %)

Population :

13 957 000 habitants

Indice de développement humain :

177^e sur 177 pays

Taux de fécondité :

8 enfants par femme

Espérance de vie :

45 ans

Accès à l'eau potable :

46 %

Travail des enfants (5-14 ans) :

67 %

Taux de fréquentation de l'école primaire :

30 %

Alphabétisation :

28,7 %

Sources : UNICEF et L'État de l'Afrique 2007 (publié par Jeune Afrique)

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer



Certificat en coopération internationale

Devenez coopérant grâce à un programme universitaire qui vous y prépare.


Notre collaboration avec nos organismes partenaires – CCI, CECI, CUSO, Équiterre, Jeunesse Canada Monde, Oxfam-Québec et SACO – vous donne accès à une expérience des plus enrichissantes.

Ce certificat vous donne les outils nécessaires pour comprendre et agir dans des contextes liés à la coopération internationale et au développement.

Responsable du programme
Louise Blanchette

HIVER 2008

514 343.6090 1 800 363.8876
www.fep.umontreal.ca/cooperation/

Université 
de Montréal

POURQUOI

Caroline, à l'aube de sa carrière, et Gilles,

Pour comprendre par moi-même

| par Caroline Messier-Bellemare

• A près des années de cours, de discussions et de lectures sur les femmes africaines, j'ai senti le besoin de savoir si tout ce qu'on racontait sur elles était vrai. Je voulais comprendre par moi-même.

Un baccalauréat en psychologie en poche et une maîtrise en sexologie en cours, je suis partie en avril dernier séjourner 15 semaines au Burkina Faso, en Afrique de l'Ouest.

Mon premier stage a été convenu avec Étudiants sans frontières, un programme parrainé par le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) et Uniterra. Mon mandat consistait à réaliser une recherche évaluant les connaissances des populations rurales burkinabées en matière de VIH-sida. Pour mener l'étude à terme, j'ai dû interviewer une trentaine de villageois, démarche fort édifiante sur les plans culturel et anthropologique. Me sentant d'abord impuissante vu mon incompréhension de la langue moré, j'ai dû apprendre à penser autrement. Fini le décodage des sons embrouillés qui s'entrechoquaient à mes oreilles, il fallait mettre à profit mes autres sens pour comprendre ce que ces voix racontaient véritablement. Regarder, sentir et goûter sont alors devenus des outils indispensables à ma communication efficace avec ces populations.

Par la suite, je me suis rendue dans la capitale du pays, Ouagadougou, afin de travailler sur un programme d'intervention en santé sexuelle avec des prostituées et leur clientèle, la nuit, aux abords des haltes routières. C'est Oxfam-Québec qui m'a permis de vivre cette expérience de terrain absolument inouïe. Encore une fois, j'ai vite compris que je devais modifier mon schéma de pensée si

je voulais arriver à aider quelqu'un. Pour cela, j'ai dû laisser le pourquoi dans mes livres d'université et m'attaquer au comment, rapidement ! Sensibiliser ces femmes à l'importance de leur santé était selon moi la première nécessité, et c'est sur ce plan que j'ai tenté de leur apporter mon soutien.

La réalité de ces régions du monde étant bien différente de celle de l'Occident, j'ai pu constater l'ampleur du fossé économique qui sépare les plus pauvres des mieux nantis. Une inégalité qui laisse certes un goût très amer en bouche, mais qui pousse aussi à saisir que derrière cette grande pauvreté économique se cachent des richesses sociales inestimables. Parmi ces trésors, les femmes. Toujours fières et bien mises, elles gardent la tête haute et parlent avec beaucoup d'espoir de leurs enfants qui, un jour, deviendront médecins...

L'Afrique m'a appris que ce n'est pas dans la pitié ou la frustration qu'on améliore les choses, mais que c'est plutôt l'équilibre et la sagesse qui mènent au véritable changement. La sagesse de reconnaître que notre pouvoir est limité et qu'on ne peut pas tout comprendre. Celle de respecter véritablement la différence. Celle enfin de ne pas baisser les bras, mais d'arriver seulement à les lever avec un espoir tangible, plutôt qu'avec la rage de l'injustice dans les yeux.

Je retourne en Afrique l'été prochain. Je participerai alors à la réalisation d'un film documentaire portant sur l'usage du préservatif chez les jeunes adultes de Dakar, au Sénégal. Mes valises sont déjà prêtes !

Caroline Messier-Bellemare joint le geste à la parole au contact des Burkinabées.



L'AFRIQUE ?

à la fin de la sienne, nous répondent.

Pour enseigner encore et toujours

par Gilles Dumoulin

« J'ai pris ma retraite de l'enseignement en 2002. Depuis longtemps, je voulais vivre de nouveaux défis. J'ai choisi de le faire avec le programme Éducateurs sans frontières de la Fondation Paul Gérin-Lajoie.

Je suis parti en 2005 au Burkina Faso, en Afrique de l'Ouest, pour être coordonnateur et coopérant volontaire. Mon mandat consistait à former un mentor, c'est-à-dire une personne retraitée de l'enseignement comme moi qui, à son tour après mon départ, accompagnerait des enseignants dans la recherche de solutions réalisables et adaptées à leur contexte. En Afrique, tous les cours sont magistraux. Les enseignants parlent toute la journée et l'apprentissage se fait par la répétition. Pour le maître, un élève n'a pas le droit de ne pas savoir. Si c'est le cas, on considère qu'il n'écoute pas ou qu'il est paresseux. Le travail du mentor vise à amener l'enseignant à se questionner sur sa façon de penser et sa manière de faire.

J'ai beaucoup
donné... et
énormément reçu.

Dès ma sortie de l'aéroport à Ouagadougou, un grand monsieur vêtu d'un bou-bou et coiffé d'un bonnet m'a crié : « DUMOULIN ! » Tout le Burkina Faso a dû l'entendre ! C'était Saïdou Ouédraogo, le directeur provincial de l'enseignement de base et de l'alphabétisation. Tout un accueil ! J'ai ensuite rencontré Madeleine Zango, celle que j'allais parrainer. Devenue veuve à 39 ans (au Burkina, l'espérance de vie est d'environ 45 ans et la moyenne d'âge de 25 ans), cette mère de huit enfants a été enseignante et directrice.

Lorsque je suis entré dans la classe de première année à l'école Bangr Nooma, 82 paires de petits yeux blancs sur des visages noirs se sont illuminées. Tous les enfants se sont levés en disant : « Bonjour, monsieur ! » J'ai instantanément oublié la chaleur ! Ils sont devenus ma principale source d'énergie et d'inspiration.

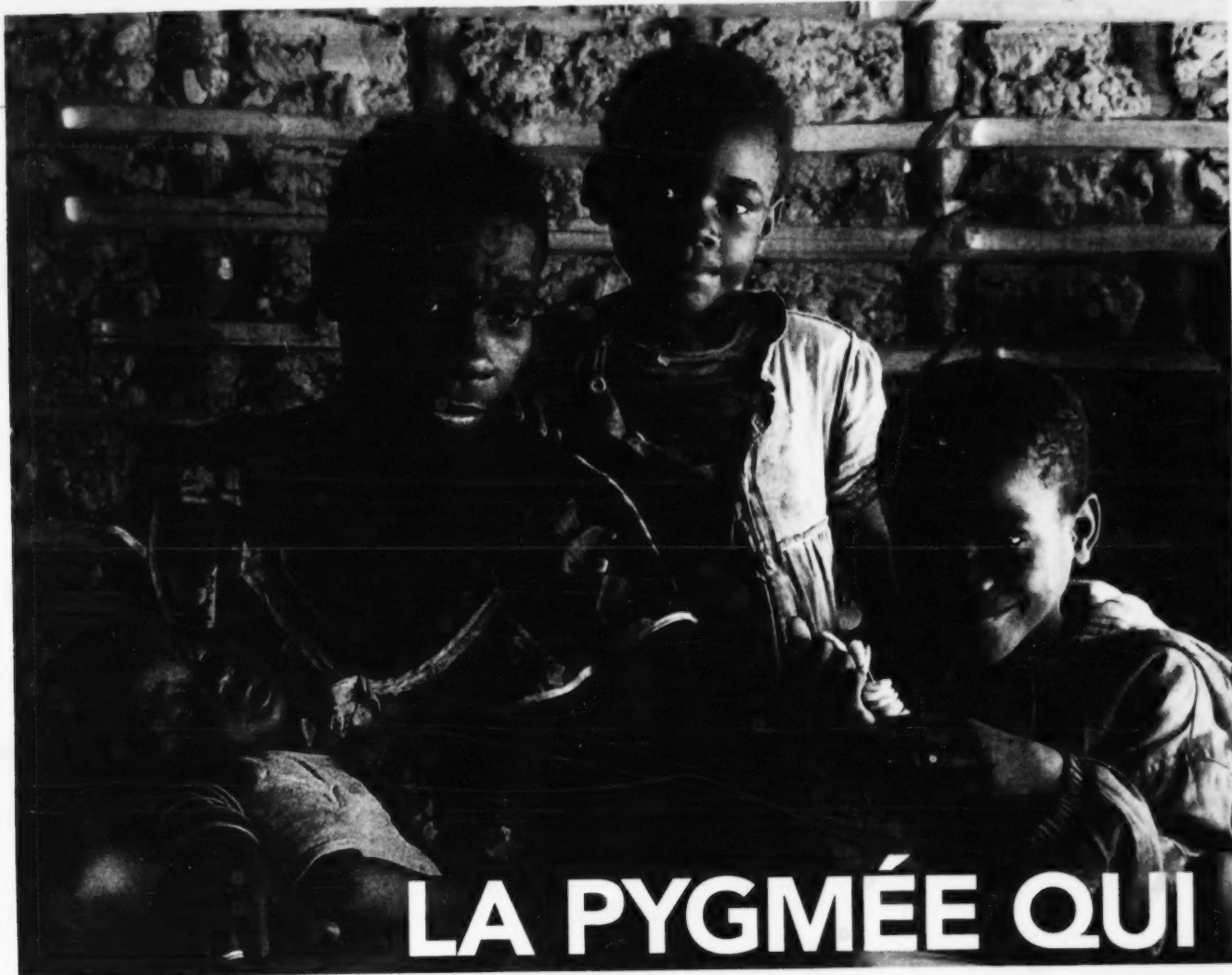
Au Burkina Faso, des bâtiments en béton avec un toit de tôle hébergent les écoles. Les fenêtres, sans vitres, ont des volets en métal pour laisser passer l'air... et la poussière. Les tableaux sont hors d'âge, les planchers crevassés et les murs lézardés. Pas d'eau courante, donc pas de toilettes...

Mon expérience en Afrique fut un travail ardu, intense et constant, mais vraiment satisfaisant. Une expérience ponctuée de quelques bières Flag prises avec des amis dans un maki (buvette) le long de la goudronnée (route asphaltée). Une expérience inoubliable d'apprentissage et de remises en question. Pour les Burkinabés, l'important, ce sont les relations humaines. Chaque matin fusent les « Comment vas-tu ? » et les « Comment va ta famille ? » Ils étaient reconnaissants du fait que j'aie laissé les miens pour venir en Afrique.

Juste avant mon départ, j'ai reçu un appel de Saïdou et je lui ai demandé pourquoi il n'était pas là. « Dumoulin, les séparations me font souffrir ! » m'a-t-il répondu. Difficile d'arriver dans un nouveau pays, mais encore plus de le quitter. Ceux que j'ai rencontrés étaient VRAIS, étaient BEAUX. Je suis parti le cœur heureux. J'ai beaucoup donné... et énormément reçu.



Gilles Dumoulin transmet son savoir à de futurs mentors pour les enseignants.



LA PYGMÉE QUI VOULAIT SE

Aspirant au mode de vie des Bantous, chez qui les femmes participent aux prises de décisions et les enfants ont accès à l'école, des femmes pygmées du Cameroun ont mis sur pied une association afin d'améliorer leurs conditions.

| texte et photos
par Marie-Claude Simard

• R • éunies dans la grande case au fond du village, les femmes de Nyamabandé réfléchissent à la question de M^{me} Eboto : « À quoi aspirez-vous en tant que communauté pygmée bagyeli ? » Jeannette, désignée pour prendre la parole au nom du groupe, jette un regard sur ses sœurs rassemblées, puis répond, comme s'il s'agissait d'une évidence : « Nous voulons vivre comme vous, les Bantoues ! »

Dans la forêt tropicale de Campo Ma'an au Cameroun, les femmes bagyeli n'échappent pas à la crise identitaire qui secoue l'ensemble des peuples pygmées de l'Afrique équatoriale. Depuis une quarantaine d'années,

Pendant la réunion qui a précédé la création de leur association, les femmes bagyeli de Nyamabandé ont identifié les aspects de leurs conditions de vie qu'elles veulent changer en priorité. Jeannette a résumé ses aspirations et celles de ses sœurs : « Nous voulons vivre comme les Bantoues. »

l'exploitation forestière intensive et les lois interdisant la chasse les obligent à abandonner leur existence traditionnelle en forêt, à construire des campements près des routes et à s'adonner tant bien que mal à l'agriculture sur brûlis. Vivant depuis toujours en symbiose avec la forêt, les Bagyeli doivent désormais en brûler des parcelles pour y planter leurs champs.

Après quelques millénaires de bon voisinage, Bagyeli et Bantous – famille linguistique qui englobe diverses ethnies – doivent réapprendre à vivre ensemble. Jadis, leur bonne relation se fondait sur la complémentarité de leurs activités : les Bantous, pour la plupart agriculteurs, troquaient les produits de leurs terres contre le gibier et le miel des Pygmées nomades. Aujourd'hui, les 36 000 Bantous répartis en 125 villages et les 1 000 Bagyeli éparpillés dans 25 campements doivent se partager la terre et tenter de former une société juste et solidaire dans la lutte

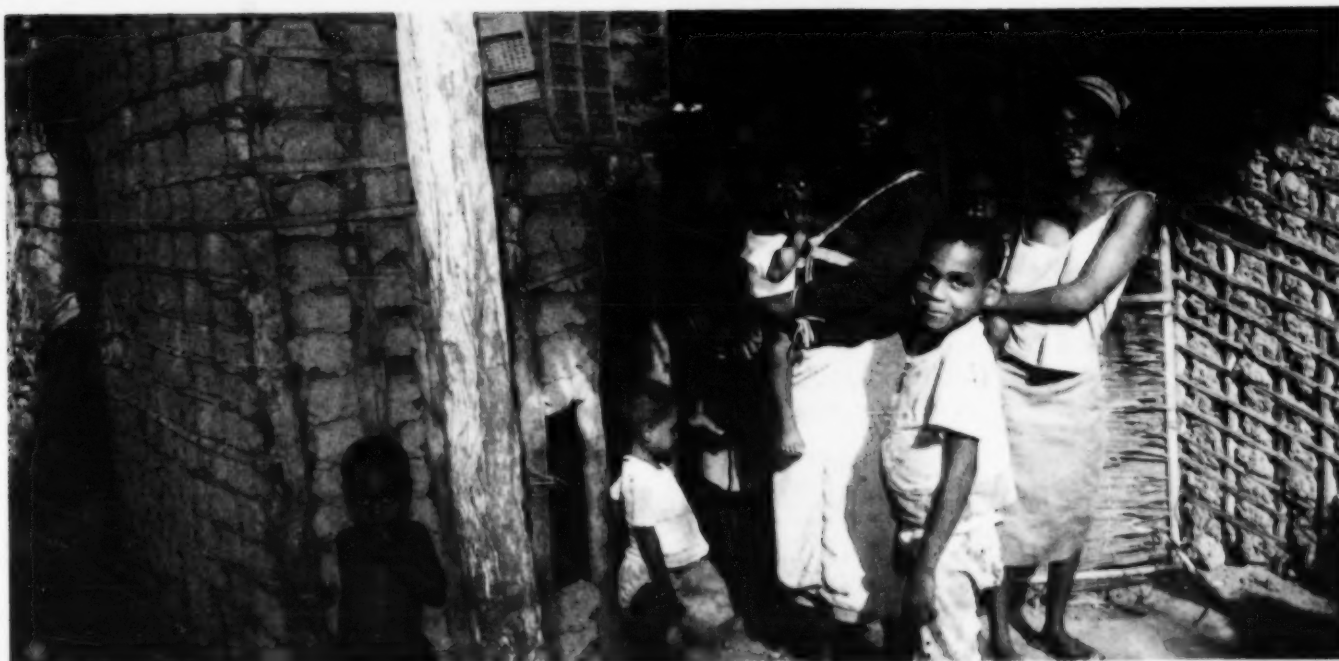
contre la pauvreté qui sévit de part et d'autre.

Bien que les efforts de rapprochement se multiplient entre les deux groupes ethniques, d'importantes iniquités persistent. Les Bagyeli n'ont pas de papiers d'identité, ce qui rend la défense de leurs droits difficile. L'accès à la propriété leur est interdit et très peu fréquentent le système scolaire. Tandis que les femmes bantoues s'émancipent et jouent un rôle clé dans le développement de la région, les femmes de Nyamabandé sont exclues des prises de décisions dans leur propre communauté. En affirmant qu'elles veulent vivre comme les Bantoues, ces Pygmées expriment leur désir de devenir des Camerounaises à part entière.

Les Bagyeli n'ont pas de papiers d'identité, ce qui rend la défense de leurs droits difficile. L'accès à la propriété leur est interdit et très peu fréquentent le système scolaire.

« Nos maisons ne nous conviennent pas, affirment les femmes bagyeli d'Akok Ovouta. Nous avons besoin de tôle et d'autres matériaux. » Une pauvreté généralisée sévit dans tout Campo Ma'an, mais les Pygmées bagyeli sont encore plus démunis que leurs voisins bantous.

FAIRE BANTOUE



Après la création de l'Association Entre nous des femmes bagyeli de Nyamabandé, la fête a éclaté. Les femmes bagyeli sont d'excellentes chanteuses et percussionnistes. Elles jouent d'un instrument propre à leur communauté : une longue tige de bois posée par terre qu'elles frappent collectivement avec des baguettes en créant des rythmes complexes.



En ce matin du 7 mai 2007, Hélène Eboto rend visite aux femmes de Nyamabandé pour les encourager à former leur propre association et à se joindre à la plateforme des femmes de Campo Ma'an, dont elle est la présidente. Elle veut les amener à entrer dans la mouvance féministe qui anime la région et à sortir de la marginalisation qui afflige les peuples pygmées.

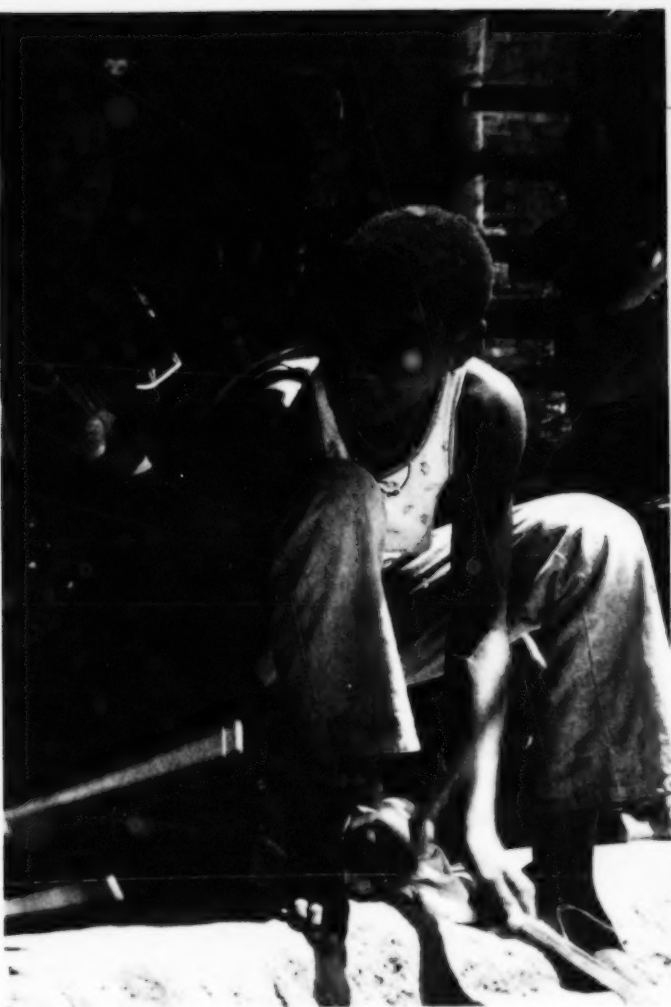
« Nous cultivons, nous cueillons, nous pêchons, nous chassons et nous nous occupons de la maison. Les hommes, eux, boivent le vin de palme toute la journée ! »

Peu habituées à recevoir de la visite, intriguées, les femmes entrent dans la grande case, une à une, suivies de leurs nombreux enfants. Petites, les traits fins, le regard franc, elles s'assoient sur le sol ou sur les bancs qui longent le mur en boue séchée. Elles conversent doucement, quelques rires s'échappent, le sanglot d'un

bambin se fait entendre. Puis c'est le silence. M^{me} Eboto prend la parole.

« L'association constitue une force. Nous sommes toutes égales », dit-elle aux femmes attentives en s'exprimant dans leur patois. Elle leur explique le fonctionnement d'une association : les réunions hebdomadaires entre femmes bagyeli dans le campement, puis les rencontres mensuelles avec les femmes bantoues de la commune de Nyete.

« Que voulez-vous changer dans vos conditions de vie ? » demande la présidente. D'abord timides, les femmes s'expriment peu à peu. « Nous voulons que nos enfants aillent à l'école, mais les hommes ne veulent pas, ils ne savent pas à quoi ça sert », dit l'une, entourée de sa marmaille et donnant le sein à son nouveau-né. « Nous cultivons le maïs, le manioc, l'igname, le plantain. Nous cueillons les plantes médicinales et le miel. Nous pêchons, nous chassons. Nous nous occupons de la maison.



Les hommes, eux, boivent le vin de palme toute la journée ! déclare une autre, provoquant un rire généralisé. Nous voulons vivre comme les Bantoues, avec toutes leurs activités et leurs associations, mais les hommes ne veulent pas de mélange avec ces ethnies. »

M^{me} Eboto sort son crayon et ouvre son cahier. À tour de rôle, les femmes bagyeli se nomment : Andela Majolie, Avomo Antoinette, Esso Caroline, Wong Monique, Bian Rosette, Meubiassé Nadine, Esso Jeanne, Abomo Pauline, Meli Émilienne, Mendimba

Julienne, Memende Marie, Ndo Jeannette, Ze Sabine, Ayimba Lucie. Les noms sont écrits.

Monique, l'intellectuelle du village qui a obtenu un diplôme du cours primaire, occupera les fonctions de présidente et de trésorière. Sabine, 13 ans, présentement inscrite à l'école, sera la secrétaire. La séance est levée. Joyeuses, les femmes vont chercher les percussions. S'élève d'abord un rythme énergique, puis les chants se font entendre. L'Association Entre nous des femmes bagyeli de Nyamabandé est née. ::

Tandis que la fillette bagyeli apprend les chants et rythmes traditionnels, le jeune garçon est initié aux danses. Durant sa performance, le danseur imite un esprit que lui seul peut voir. En tout temps, il doit garder son visage caché : le masque lui sert de protection.

Andrea Dworkin
Pouvoir et violence sexuelle
Préface de Catherine A. MacKinnon



Sisyph

Pour votre
bibliothèque féministe

Les éditions
Sisyph

<http://sisyphe.org>
sisyphe@globetrotter.net

Louky Bersianik
L'archéologie du futur
Préface de Franck Thoenet



Sisyph



Invisible DIVERSITÉ

Trop souvent cantonnées dans des rôles stéréotypés – quand elles ne sont pas carrément absentes de nos écrans –, les actrices de couleur n'ont pas la vie facile.

| par François-Nicolas Pelletier

● Mes spécialités sont "femme de ménage" et "réfugiée politique", lance à la blague l'actrice Isabel Dos Santos, arrivée du Portugal en 1990. Ces temps-ci, elle incarne une domestique dans la série *Providence* à Radio-Canada. Dans la vie, elle est une intellectuelle, une féministe, une amoureuse du théâtre et des contes traditionnels ainsi qu'une conseillère municipale à Montréal... Loïn des clichés associés aux rôles qu'on lui donne !

Fabienne Colas, elle, a choisi de s'établir à Montréal en 2002. Grande vedette à Haïti, elle est passée par les plateaux de *Watatatow* et de *L'Auberge du chien noir*, entre autres. Mais le téléphone sonne moins souvent que dans son pays natal. Son problème ? Certainement pas la beauté : elle a été sacrée Miss Haïti en 2000.

On accuse la télévision d'être trop montréalaise. Mais dans les faits, elle est loin de refléter la diversité de la métropole, et même du Québec en entier. Alors que le débat sur la place des immigrants fait rage au Québec, Isabel Dos Santos s'inquiète : « Nos scènes ne représentent plus la cité. Des gens comme Michel Tremblay et André Brassard ont pris la langue de la rue et l'ont mise sur scène.

Pourquoi leur génération ne nous montre-t-elle plus la rue comme elle est, dans toute sa diversité ? »

Une double discrimination

Dans le domaine des arts, les hommes s'en tirent mieux que les femmes depuis longtemps. Selon une étude récente de l'Union des artistes, les femmes n'ont obtenu que 42 % des contrats accordés en 2006, même si elles représentaient 47 % des membres de l'association. À la télévision, et encore plus au cinéma, c'est une réalité incontournable : les rôles de premier plan sont surtout masculins. En plus, le cachet type d'une femme est de 883 \$, contre 920 \$ pour les hommes. Le revenu global des membres féminins de l'UDA est quant à lui inférieur de 20 % à celui des hommes.

Pour ce qui est des femmes des minorités culturelles, difficile de trouver des données fiables. Une étude portant sur la place des minorités visibles à l'écran a été réalisée en 2004 à la demande de l'Association canadienne des radiodiffuseurs, qui regroupe les chaînes privées de radio et de télévision. Les résultats concernant le Québec étaient – étonnamment –

Amélie Chérubin-Soulières dans le rôle de Phèdre à l'École nationale de théâtre du Canada en 2006.

assez bons pour les dramatiques, mais désastreux pour les émissions d'information. L'enquête comportait toutefois des faiblesses méthodologiques importantes : réalisée en mai, après la haute saison de télévision, elle excluait les chaînes publiques et ne distinguait pas les hommes des femmes.

Une autre étude de la firme Hill Strategies réalisée pour le ministère du Patrimoine canadien nous apprend qu'en 2001, les artistes des minorités visibles, hommes et femmes confondus, ne représentaient que 5 % de l'ensemble des artistes au Québec. Dans la région de Montréal, ce chiffre s'élevait à peine à 7 %. L'étude révèle aussi que le revenu des artistes des minorités visibles était inférieur de 19 % à celui des autres artistes.

Ainsi, les comédiennes qui n'ont ni l'accent ni le teint « pure laine » font face à une double discrimination : être femme et appartenir à une minorité. Constat désolant pour Isabel Dos Santos : « L'art devrait être en avance sur la société, mais ce n'est pas ce qu'on voit. »

Le plafond de verre

Les actrices des minorités culturelles se font servir toutes sortes d'explications pour justifier leur difficulté à décrocher des rôles. La plus fréquente ? La crainte de perdre le public, surtout celui des régions. Denis Robitaille est l'agent d'actrices et d'acteurs de plusieurs origines, comme Linda Malo, Mireille Métellus et Didier Lucien (tous les trois noirs). À son avis, « la perception qui veut que mettre un acteur de couleur dans une production implique un risque commercial existe encore, et les producteurs ne veulent pas perdre d'argent ». Selon lui, il ne s'agit pas de racisme pur et dur, mais il constate au quotidien que les réticences subsistent.

Fabienne Colas rejette ce raisonnement : « Si les producteurs se préoccupaient vraiment des régions, les

téléseries ne se passeraient pas toutes à Montréal ! » Un autre argument qu'on lui a servi est celui de l'accent. Argument qui sonne creux – son accent est faible – et qui est même insultant pour elle : l'actrice a connu Chicoutimi avant Montréal et vit aujourd'hui à Saint-Lambert, tout près de Longueuil, donc loin des quartiers haïtiens.

D'ailleurs, si c'était l'accent qui posait problème, comment expliquer les étranges expériences qu'ont vécues de jeunes actrices comme Myriam De Verger, Amélie Chérubin-Soulières ou Francesca Bárcenas ? La première, née de parents haïtiens, a été élevée à Rouyn-Noranda; la seconde, elle aussi de parents biologiques haïtiens, a été adoptée et a grandi à Grand-Mère, près de Shawinigan; la troisième est née au Venezuela et vit ici depuis l'âge de 6 ans. Elles ont toutes un accent québécois parfaitement standard. Ironiquement, les trois artistes ont vécu une situation paradoxale où on leur a demandé de PRENDRE un accent. « Je jouais une serveuse d'origine mexicaine dans la série *Un homme mort*, diffusée à TVA, raconte Francesca Bárcenas. On m'a demandé de prendre un accent latino très prononcé. J'ai dit à l'équipe : "Oubliez ça, les filles de mon âge n'ont pas un accent aussi fort, même si leurs parents sont latinos." Mais ils ont voulu que je le garde, le rôle était écrit comme ça. »

Ce qui montre une autre facette du problème : les rôles sont encore très stéréotypés. Hynda Benabdallah, née de parents algériens, l'a vite constaté à sa sortie de l'École nationale de théâtre du Canada en 2001 : « À une ou deux exceptions près, toutes les auditions que j'ai faites étaient liées à mon ethnicité. » Comme cette audition pour *L'Âge des ténèbres*, de Denys Arcand, en vue de jouer le rôle de l'épouse d'un terroriste recherché... Difficile à avaler pour une jeune femme qui ne parle pas l'arabe, qui est arrivée au Québec à l'âge de 1 mois et qui a

« Si la situation est difficile à la télévision, elle est encore pire au théâtre », remarque Isabel Dos Santos, comédienne dans l'émission *Providence*.





Sébastien Raymond



Martin Fontaine

En haut, Myriam De Verger joue une esclave dans le film *Nouvelle-France*.

En bas, au premier plan, Francesca Bârcenas dans *Le Diable en partage*, une production théâtrale du collectif Du Bunker qui aborde le conflit bosniaque (2007).

passé son enfance sur le plateau Mont-Royal – « il ressemblait alors bien plus au Plateau de Michel Tremblay qu'aujourd'hui ! » précise-t-elle. « Il y a trois ou quatre ans, j'étais vraiment en ta..., je voulais tout laisser tomber et partir pour Marseille. Là-bas, la communauté algérienne est bien implantée. C'est à cause de mon *chum* que je suis restée ici. »

Myriam De Verger affirme que 90 % de ses auditions sont « typecastées », comme on dit dans le milieu, c'est-à-dire que les rôles exigent un acteur aux caractéristiques (souvent physiques) très précises. Par exemple, on cherche une jeune femme noire pour jouer la blonde d'un chef de gang de rue ou un homme asiatique âgé pour tenir le rôle d'un propriétaire de dépanneur. Fabienne Colas se demande : « Pourquoi je ne jouerais pas la blonde d'un Québécois "de souche" sans que le scénario aborde le racisme ou les gangs de rue ? »

Mais qui donc est responsable de cette situation ? Interrogé sur cette question, Vincent Leduc, vice-président de la maison de production Zone3, affirme : « Je ne peux pas écrire à la place des scénaristes. » D'accord. Mais parmi les scénaristes qui travaillent pour Zone3, y a-t-il des femmes ? « Pas beaucoup », répond M. Leduc. Y a-t-il des minorités culturelles ? « Pas beaucoup. » Bien que Zone3 ne fasse pas si mal en matière de diversité, ses auteurs sont très majoritairement masculins et blancs. M. Leduc, comme plusieurs autres, refuse d'y voir du racisme. Mais il semble bien que les actrices des minorités visibles se frappent à un plafond de verre, phénomène d'entrave à la carrière que les femmes en général connaissent trop bien.

De la fiction à la réalité

Toutes les actrices rencontrées s'accordent à dire que le métier est difficile pour tout le monde. La compétition est féroce, même pour les hommes, même pour les Blancs. Mais il y a des réalités qu'elles n'acceptent pas. Par exemple, que la situation soit beaucoup plus avancée du côté anglo-saxon. Plusieurs citent la série *Grey's Anatomy* (*D^r Grey. Leçons d'anatomie*), où les Noirs et les Asiatiques jouent des rôles « normaux », non stéréotypés. Même les offres de rôles de publicités anglophones sont moins stéréotypées. Du côté francophone, on prend soin d'indiquer « ouvert aux ethnies » lorsqu'on en cherche ; si ce n'est pas le cas, les chances qu'une personne de couleur obtienne le rôle sont minces.

Voilà la réalité que ces actrices veulent changer. Leur rêve est de pouvoir jouer n'importe quel rôle, sans égard à leur apparence. Par exemple, Amélie Chérubin-Soulières adore la mythologie grecque ; elle aspire à jouer des rôles tragiques. En attendant, elle

Les actrices des minorités visibles se frappent à un plafond de verre, phénomène d'entrave à la carrière que les femmes en général connaissent trop bien.

se rabat sur le théâtre jeunesse. Elle essaie, avec sa troupe, de trouver du financement pour monter une version pour enfants de *L'Odyssée*. Et s'il y a de l'espoir, c'est bien de ce côté : les émissions jeunesse montrent mieux la diversité québécoise que les émissions pour adultes. Hynda Benabdallah résume : « Les jeunes ont un rapport différent à l'immigration, ils se mélangent beaucoup plus. J'ai hâte qu'ils soient scénaristes et metteurs en scène, et qu'ils viennent brasser la cage ! »

En cette période de débat intense sur le « eux » et le « nous », le mot de la fin revient à Myriam De Verger : « On ne fait pas partie de l'imaginaire collectif. Or pour qu'on existe dans le monde, il faut qu'on existe dans la fiction. » ::

Des photos pour la liberté

Fidèle à sa tradition, Reporters sans frontières a publié en décembre dernier un album de photos pour financer ses activités de soutien aux journalistes emprisonnés. Discussion avec la directrice générale de l'organisme au Canada.

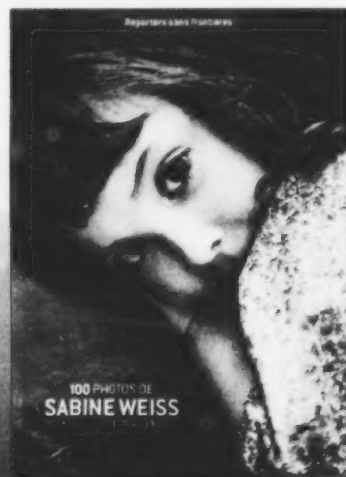
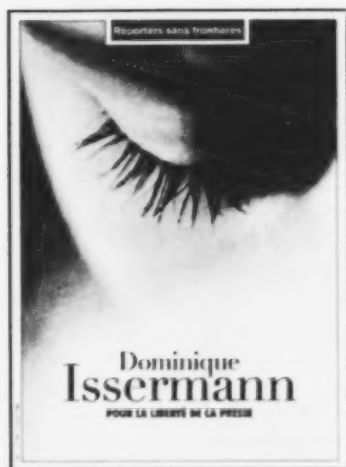
• • Être journaliste à Kandahar, « c'est dur. Mais être femme et journaliste à Kandahar, c'est pire », avait déclaré l'an dernier Emily Jacquard, directrice générale de Reporters sans frontières Canada, lors de la 17^e Journée de soutien aux journalistes emprisonnés. Elle présentait alors les Afghanes Mehria Azizi, *camerawoman* pour l'ONG Aina, et Najiba Ayubi, directrice du groupe de presse indépendant Killid.

« La situation n'est pas meilleure en Iran », affirmait cette année M^{me} Jacquard. Les femmes journalistes qui se battent pour dénoncer les atteintes aux droits des Iraniennes risquent gros. Récemment, Maryam Hosseinkhah, rédactrice sur le site Internet Zanestan (« La cité des femmes »), a été arrêtée, accusée de troubler l'ordre public et de faire de la publicité contre le régime. Le mensuel en ligne a été fermé sur ordre du ministère de la Culture et de l'Orientation islamique, maître d'œuvre de la répression contre les cyberféministes.

La Journée de soutien aux journalistes emprisonnés est également l'occasion pour Reporters sans frontières (RSF) de proposer à des rédactions françaises et étrangères de parrainer des journalistes victimes de répression. « Les parrains sont invités à soutenir leurs confrères en prison et à demander leur libération. Leur cause est ainsi médiatisée. De cette manière, les journalistes en captivité savent qu'on continue à parler d'eux. Car la plus grande prison du monde, c'est l'oubli ! » s'écrit Emily Jacquard en entrevue.

Au moment où vous lisez ces lignes, près de 135 journalistes sont emprisonnés dans le monde, simplement pour avoir voulu faire leur travail, soit informer les populations des agissements de leurs gouvernements. L'an dernier seulement, 117 journalistes et collaborateurs des médias ont été tués. Depuis la création de Reporters sans frontières il y a 20 ans, les chiffres sont à la hausse. « La guerre en Irak a fait monter les statistiques, dit M^{me} Jacquard. C'est un conflit meurtrier. Depuis qu'il a commencé, trois fois plus de professionnels des médias ont été tués qu'en 20 ans de guerre au Vietnam. »

« Tour Eiffel », une photo de Sabine Weiss tirée du dernier album de Reporters sans frontières.



Ces albums sont vendus au coût de 14 \$ dans les librairies et Maisons de la presse internationale.

Pour en savoir plus sur la liberté de la presse dans le monde, visitez le site www.rsf.org.

La Chine figure également au sommet de la liste des pays répressifs. « C'est la plus grande prison du monde pour les journalistes et les cyberdissidents. À moins d'un an des Jeux olympiques de Pékin, le gouvernement continue de bloquer des milliers de sites Internet, de censurer l'information sur le Web et d'emprisonner des internautes », explique la directrice générale. Sans parler de la Corée du Nord, de Cuba, de l'Érythrée, de la Birmanie, pays dont les leaders politiques agissent en véritables prédateurs de la liberté de presse.

Devant ce triste constat, RSF poursuit sa mission : soutenir les journalistes persécutés et leurs familles. Communiqués, pétitions, bourses d'assistance, aide dans la poursuite des criminels devant la justice en partenariat avec Amnistie internationale : l'organisme travaille fort pour dénoncer les atteintes à la liberté de presse dans le monde.

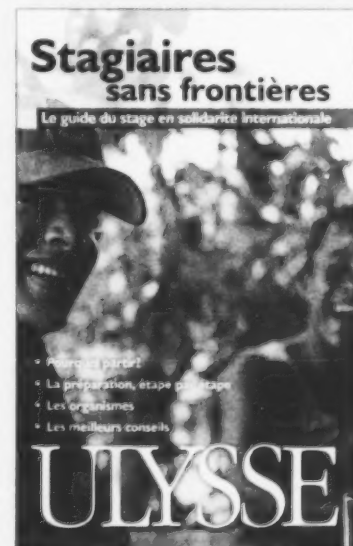
Pour financer ses activités, RSF bénéficie de dons privés, organise des collectes de fonds et des ventes aux enchères. Mais surtout, l'organisme publie trois fois l'an un album de photographies. « Les photographes nous cèdent leurs droits. Les revenus de la vente de ces albums représentent près de 60 % de notre budget, ce qui garantit notre indépendance. »

La récente édition de décembre est consacrée à des photos de Sabine Weiss. « Cette photographe d'origine suisse croque le portrait des gens dans leur vie de tous les jours, un peu à la manière d'Henri Cartier-Bresson », explique Emily Jacquard.

Ces albums sont magnifiques, vous verrez. Et comme si ça ne suffisait pas, ils servent une noble cause. ::



Marie-Andrée Delisle et Louis Jolin, *Un autre tourisme est-il possible ?*, Presses de l'Université du Québec, 2007, 144 p.



Alexandre Chouinard, *Stagiaires sans frontières. Le Guide du stage en solidarité internationale*, 2^e édition, Ulysse, 2007, 192 p.

Voyager autrement

Le tourisme est capable du meilleur comme du pire. Pensons seulement à la dégradation des sites historiques, au saccage des ressources naturelles et à l'exploitation des travailleuses des pays en voie de développement.

Le tourisme de masse est désormais une machine bien huilée. L'Organisation mondiale du tourisme prévoit qu'en l'an 2020, 1,6 milliard d'individus traverseront mers et monts pour plonger dans l'aventure !

Interrogatif, le titre *Un autre tourisme est-il possible ?* reflète bien la nature de l'ouvrage, qui incite les acteurs du tourisme – voyageurs, agences de voyages, actionnaires de projets de développement hôtelier, populations visitées, pouvoirs publics – à s'arrêter pour dresser un bilan. Soixante ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale et l'avènement des congés payés – les

déclencheurs du tourisme de masse –, une réflexion s'impose. Oui, un autre tourisme est possible, concluent Marie-Andrée Delisle et Louis Jolin.

Concrètement, que veut dire voyager autrement ? Si une majorité de touristes comprennent le sens de tourisme « alternatif », peu d'entre eux peuvent se vanter de connaître la distinction entre les tourisms responsable, social, solidaire, enclavé, intégré, équitable et communautaire. S'opposant toutes au tourisme de masse, ces options poursuivent un objectif commun, celui du tourisme durable. Mais chacune possède sa spécificité. L'ouvrage nous les présente dans le détail : valeurs, acteurs, logiques d'action et dérives possibles.

Un autre tourisme est-il possible ? pose les questions nécessaires. Comment les communautés locales peuvent-elles

servir l'Autre sans lui être soumises ? Le touriste est-il prêt à payer plus cher et à voyager dans des conditions moins confortables pour des questions d'éthique ? Ce voyageur, cette voyageuse désirent souvent se rapprocher de la vérité quotidienne d'une population locale ; comment préserver cette vérité si le simple fait de recevoir des visiteurs change la structure sociale de cette population ? L'ouvrage propose des pistes de réflexion et des solutions – éducation, certifications, engagement des pouvoirs publics – pour que le tourisme de l'avenir soit réellement arrimé au développement durable et à la solidarité.

À lire pour faire des choix éclairés, car il y a fort à parier que vous ou vos enfants serez parmi les 1,6 milliard de touristes qui voudront parcourir le monde en 2020... ::

Mieux que Don Quichotte

Pour sauver la planète, rien ne sert de courir, il faut partir à point. Don Quichotte, l'antihéros de Cervantès qui voulait libérer le monde des griffes de l'Injustice avec un grand I, l'a appris à ses dépens. Mal préparé, engoncé dans ses préjugés, il aurait certainement tiré profit des précieux conseils donnés dans *Stagiaires sans frontières*.

Vouloir sauver le monde n'est pas une raison suffisante pour se lancer dans l'aventure d'un stage en Afrique ! Le stage à l'étranger n'est pas un acte de charité ou de bravoure, mais bien un geste de solidarité basé sur l'échange, l'appui mutuel et le dialogue interculturel, explique Alexandre Chouinard dans *Stagiaires sans frontières*. D'un côté, le stagiaire donne un coup de pouce à une organisation travaillant pour la justice sociale. De

l'autre, il s'éveille aux questions de développement et vit une expérience personnelle enrichissante. Il apprend autant qu'il donne, sinon plus. Il doit donc être ouvert d'esprit et respectueux de ce qu'est l'Autre. Sinon, gare aux malentendus et aux désillusions !

Comme le stage n'est pas toujours une partie de plaisir, *Stagiaires sans frontières* sera utile aux jeunes qui veulent se préparer, tant sur le plan pratique que psychologique, à ce type d'aventure. Insulter sa famille d'accueil (bien qu'involontairement) le jour de son arrivée ou sombrer dans la morosité parce que les choses n'avancent pas assez vite sont des erreurs qu'il sera plus facile d'éviter après avoir lu cet ouvrage.

Pour qui s'intéresse au stage à l'étranger et cherche des ressources et des

contacts, *Stagiaires sans frontières* énumère les organismes de coopération internationale et décrit les stages offerts par chacun, les pays participants et les critères de sélection. Un chapitre met l'accent sur le retour, « qui se planifie autant qu'un départ, car on sous-estime les difficultés qu'il peut comporter ». Somme toute, la plupart des stagiaires trouvent l'expérience plus que positive et veulent la réitérer.

À noter : Zoé Brabant, coopérante et auteure des *Carnets de Zoé, une humanitaire en Afghanistan et en Iran*, a rédigé le dernier chapitre, « Vous voulez devenir coopérant ? ». Elle y donne des conseils pour dénicher un travail à l'étranger, ce qui conclut fort bien cet ouvrage pratique et inspirant. ::

Au procès de
Paul Rose

SEPT FEMMES

EN FURIE SE

JETTENT EN

HURLANT

DANS LE BOX

DES JURÉS

Sept femmes en prison

Un commando féminin prend
d'assaut la tribune des jurés

par Guy Deslandes

Sept femmes du Front de libération des femmes (FLF) ont pris d'assaut la tribune des jurés au procès de Paul Rose et de sa femme Marie-France. Elles ont été condamnées à la prison pour avoir jeté des objets sur la tribune des jurés.

À la comparution de la belle
Lise Balcer, 7 filles en colère
SAUTENT DANS LE
BANC DES JURÉS!

Les femmes-jurés

Le FLF donne son appui
aux sept femmes
condamnées à la prison

par Randa Rowan

Des porte-paroles du Front de libération des femmes du Québec ont annoncé hier leur appui le plus total aux sept femmes qui ont été condamnées à la prison pour avoir jeté des objets sur la tribune des jurés au procès de Paul Rose.

Les sept jeunes femmes ont sauté dans la tribune des jurés le 1er mars 1971, et ont été condamnées à la prison pour avoir jeté des objets sur la tribune des jurés.

aparté dans la salle en attendant d'être jugées. Elles ont refusé de se soumettre à la loi de la prison et ont continué à protester contre le fait que les femmes ne puissent faire partie du jury en vertu de la loi. Elles ont été condamnées à la prison pour avoir jeté des objets sur la tribune des jurés.

Signifiait que le Front n'est pas de celles de militants qui se soumettent à la loi de la prison et ont continué à protester contre le fait que les femmes ne puissent faire partie du jury en vertu de la loi. Elles ont été condamnées à la prison pour avoir jeté des objets sur la tribune des jurés.

Une responsable du FLF a été arrêtée au procès de Paul Rose.



À NOUS LE BOX DES JURÉS !

En 1971, sept membres du Front de libération des femmes ont pris les grands moyens pour obtenir le droit de faire partie d'un jury. Un coup d'éclat qui les a menées en prison. Entretien avec l'une de ces militantes, Marjolaine Péloquin, qui vient de publier un livre sur ces événements.

Le 1^{er} mars 1971, au quartier général de la Sûreté du Québec, rue Parthenais à Montréal, personne ne savait que sept militantes du Front de libération des femmes (FLF) étaient disséminées dans l'assistance d'un des procès du Front de libération du Québec (FLQ), à la suite de la crise d'octobre. Tout

se déroulait normalement jusqu'à ce que les sept femmes se lèvent d'un bond et envahissent le box des jurés en criant : « Discrimination ! La justice, c'est de la merde ! » Quand les policiers ont tenté de les déloger, elles ont scandé en chœur : « On nous viole encore ! »

L'action haute en couleur des jeunes membres du FLF, un regroupement féministe de la mouvance radicale actif de 1969 à 1971, avait un but : protester contre l'interdiction faite

aux femmes d'être membres d'un jury. Son objectif a été atteint : la loi discriminatoire a été modifiée quelques mois plus tard. Mais les militantes Marjolaine Péloquin, Nicole Thérien, Louise Toupin et leurs camarades l'ont payé cher : elles ont fait chacune de un à deux mois de prison pour outrage au tribunal. Elles sont les seules Québécoises à avoir été emprisonnées pour une action de désobéissance civile ayant un but féministe.

Dans le livre *En prison pour la cause des femmes*, Marjolaine Péloquin, qui avait 24 ans au moment des événements, raconte ce coup d'éclat féministe étonnamment absent des ouvrages d'histoire des femmes. Elle nous plonge dans l'atmosphère bouillonnante du début des années 1970, dans un Québec ébranlé par la Loi des mesures de guerre. On sent l'idéalisme des groupes de gauche. Le climat sexiste de l'époque se reflète dans le vocabulaire des journalistes, qui utilisent les mots *pucelles* et *vierges folles* pour parler des sept femmes. Impensable aujourd'hui !

Entretien sur le féminisme avec une ex-radical ayant pris d'assaut le box des jurés.



Marie-Ma

En 1971, les femmes pouvaient être appelées comme témoins en cour, mais pas être jurées. Pourquoi était-il important qu'elles acquièrent ce droit ?

Pour une simple question d'égalité ! C'était une discrimination inacceptable. Les femmes avaient le droit de voter, mais pas de participer à la justice. Comme si on ne faisait pas assez confiance à leur jugement ! Sans parler de l'effet de leur absence sur les décisions rendues... La capacité d'un jury à s'identifier à la victime pèse lourd dans son verdict. Dans les causes de viol, par exemple, il était aberrant que les jurys soient exclusivement masculins.

Votre action révolutionnaire avait un objectif plus large : mettre le féminisme « sur la mappe », comme vous le dites dans le livre. Autrement dit, faire parler de la situation des femmes. Quelle était-elle en 1971 au Québec ?

Ça dépend de quelles femmes ! Être une jeune femme en 1971 était mieux qu'être une femme moins jeune. Ma génération était la première à avoir accès aux études, aux professions, à la contraception. Malgré cela,

l'avortement n'était pas libre et j'ai accompagné des copines chez des avorteurs clandestins : des bouchers ! C'était terrible ! Quant à la génération de ma mère, c'était autre chose. Ma mère servait chez nous, mon père ne se levait jamais de table. Elle s'est complètement sacrifiée pour ses enfants.

C'était une époque effervescente, il y avait beaucoup de groupes militants, beaucoup de raisons de s'insurger. Parlez-nous de l'atmosphère des réunions du FLF et de ses principaux combats.

C'était très effervescent, en effet. Nous étions vraiment révoltées, pas seulement de la situation des femmes, mais de celle des Québécois, « locataires et chômeurs dans leur propre pays ». Pour nous, les combats féministe et national allaient ensemble. Nous étions très émotives et convaincues qu'on allait changer le monde ! On portait une utopie, celle d'un monde sans rapports d'oppression. Nous étions idéalistes, mais en même temps très pragmatiques. Nous revendiquions des garderies, l'accès libre à l'avortement et à la contraception. Nous n'étions pas des intellectuelles, nous venions presque toutes de milieux ouvriers.

Vous étiez prêtes à aller en prison pour vous faire entendre...

Oui ! En déjouant le système de justice pendant un procès du FLQ, on savait le risque qu'on prenait. Quand on s'est levées toutes les sept, il y avait une telle énergie ! C'était extrêmement jouissif à faire comme action ! Par contre, le prix personnel à payer a été élevé. En prison, je me suis sentie isolée et abandonnée, je n'ai pas eu le soutien de ma famille. C'était aussi très troublant de voir de près la misère des prisonnières. Mais on a profité de notre séjour pour les sensibiliser à leurs droits. On les a vues se transformer à notre contact.

Vous dédiez votre livre aux filles des sept femmes qui ont vécu cette aventure (y compris votre fille). Est-ce que les femmes de 25 à 35 ans sont assez conscientes du chemin parcouru grâce au féminisme ?

Oui, je trouve qu'elles sont assez conscientes, en majorité. Mais je crois qu'elles ne se doutent pas de la fragilité des acquis. Je ne les blâme pas, elles sont nées avec l'égalité – une égalité bien théorique, mais quand même. Elles font confiance à la vie. Pourtant, nos acquis sont précaires. La représentation féminine à l'Assemblée nationale a reculé aux dernières élections : les femmes ne forment plus qu'un quart des députés. Le droit à l'avortement est constamment remis en question.

Quels sont les combats que les jeunes féministes doivent mener, selon vous ? En quoi diffèrent-ils des luttes de votre génération ?

Le plus important est de consolider les acquis. Puis, il leur faut investir les postes de pouvoir. Aussi, elles doivent faire avancer les questions féministes partout où elles évoluent. Dans les milieux de l'éducation, en particulier, il faut parler de l'histoire des femmes : connaître nos racines, c'est la base de notre identité. Je souhaite aussi que le féminisme retrouve l'audace créatrice qui nous animait dans les années 1970. Que les femmes prennent conscience de la puissance de leur solidarité. Aujourd'hui, il me semble que le féminisme est devenu bien sage... :

Marjolaine Pelouquin, *En prison pour la cause des femmes. La Conquête du banc des jurés*, Les Éditions du renue-menage, 2007, 307 p.

UNE PHOTO VAUT MILLE MOTS

Certains livres sont de vrais régals pour les yeux. Voici, pour les pupilles gourmandes, une superbe cueillette de photos.



PAROLES DE FEMMES. LA LIBERTÉ DU REGARD

Textes choisis et présentés par Jean-Pierre Guéno
Introduction d'Isabelle Giordano

Éditions Les Arènes, 2007, 299 p.

Ce livre est composé de photographies et de textes offerts par des auditrices de Radio France. L'histoire des femmes est retracée en quatre temps : « Femmes oubliées 1900-1919 », « Femmes de l'ombre 1920-1944 », « Femmes libres 1945-1974 », « Femmes assumées 1975-2007 ».

« En lisant les deux mille lettres ou témoignages que nous avons reçus, j'ai eu parfois une impression de bégaiement. L'évolution de la condition féminine n'est pas linéaire et ne saurait se résumer aux têtes d'affiche. Ce sont les figurantes, les obscures et les sans grade qui écrivent la véritable histoire. » Jean-Pierre Guéno

M^{lle} Bloch, première femme candidate à Polytechnique.

Roger-Viollet

à loges

Photos de Martine Doucet
Entretiens d'Ariane Émond
Texte d'Évelyne de la Chenelière

Les éditions du passage, 2007, 281 p.

« Le théâtre, c'est l'huile essentielle du temps. »
Sylvie Drapeau

Un livre de photographies qui, en toute poésie, nous invite chez les comédiennes, dans l'intimité des moments qui précèdent le lever du rideau.

« Elle esquisse un sourire fragile, comme pour enlever un peu de gravité à ses propos. Malgré sa métaphore d'ange, Céline Bonnier n'est pas de nature légère. Une femme d'exigence plutôt, qui suscite l'admiration de ses pairs. Ses mots sont pesés, toujours. Parfois même, elle les cherche en fermant les yeux avant de répondre. Cette femme-enfant a une intensité bouleversante. Honnêtement, j'ai du mal à croire qu'en vingt ans de métier, ce corps si petit ait pu porter au moins soixante, soixante-dix personnages si lourds de toutes les douleurs humaines. » Extrait de l'entretien avec Céline Bonnier, par Ariane Émond



Martine Doucet

« Pour la vie »



100 PHOTOS DE SABINE WEISS POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Album n° 26

Éditions Reporters sans frontières, 2007, 144 p.

Née en 1924 en Suisse, Sabine Weiss a aimé photographier dès l'enfance. À 18 ans, elle comprend qu'elle fera son métier de ce moyen d'expression privilégié. Elle fait son apprentissage chez Boissonnas à Genève de 1942 à 1945, avant de décrocher son diplôme de photographie et d'y ouvrir un atelier. Elle s'installe à Paris dès 1946 et devient l'assistante de Willy Maywald, célèbre photographe de mode, avant de devenir photographe indépendante en 1950.

Depuis 1961, elle sillonne le monde et partage son temps entre des commandes pour la publicité et la presse (*Time*, *Life*, *Newsweek*, *Town and Country*, *Holiday*, *Paris Match*, etc.). Mais ce qui importe le plus à ses yeux, c'est son travail personnel. Sans lieu ni but, il montre la vie et les gens. Elle l'a présenté dans de nombreux musées et expositions partout dans le monde.

Ses photos font partie de collections prestigieuses (Metropolitan Museum of Art, Musée de l'Élysée à Lausanne, Centre Georges-Pompidou, Maison européenne de la photographie, Kunsthaus Zürich, etc.). Elle est l'auteur de nombreux ouvrages.

AMALGAT. DANSE, TRADITION ET AUTRES SPIRITUALITÉS

Photos de Caroline Hayeur

Les Éditions du remue-ménage, 2007, 130 p.

« Durant plus de trois ans, j'ai tenté de capter sur le vif ces microsociétés éphémères, communiant au nom d'une croyance, d'une célébration, ou d'un rendez-vous traditionnel. Ayant en commun la danse et le geste, les vingt et une célébrations choisies ne sont pas représentatives d'études statistiques. Bien au contraire, il s'agit d'un parti pris artistique. Il n'est donc pas anodin que je présente, entre autres, une fête juive célébrée par une femme rabbin où on fait la farandole dans la synagogue, deux mariages champêtres où officient des célébrantes, une fête sikhe où les hommes dansent et s'embrassent en toute sensualité. » Caroline Hayeur



40^{ans}

Au cœur de l'action
internationale du QUÉBEC

Le Québec dans le monde



Les Québécois et les Québécoises peuvent compter sur les services des représentations du Québec. Qu'ils excellent dans les affaires, l'éducation ou les arts, ce réseau favorise leur rayonnement à l'étranger.

AMÉRIQUES

Atlanta
Boston
Buenos Aires
Chicago
Los Angeles
Mexico
New York
Santiago
Washington

EUROPE

Barcelone
Berlin
Bruxelles
Londres
Milan
Munich
Paris
Rome
Vienne

ASIE

Beijing
Damas
Hanoi
Hong Kong
Séoul
Shanghai
Taipei
Tokyo

Relations
internationales

Québec



www.mri.gouv.qc.ca